

# **l'Anti**capitaliste

n°579 | 29 juillet 2021 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

## CONTRE L'AUTORITARISME



## POUR UNE VRAIE

## POLITIQUE SANITAIRE

## PAS DE TRÊVE ESTIVALE!

### Dossier

Avec **PHILIPPE POUTOU**,  
Candidat anticapitaliste et révolutionnaire,  
**EN 2022 ON SERA LÀ!**

Pages 5 à 8

### ÉDITO

Silence, des ouvrierEs  
meurent  
Page 2

### PREMIER PLAN

Affaire «Pegasus».  
Big Brother et ses amis  
Page 3



### ACTU INTERNATIONALE

Belgique. Fin de la grève des sans-  
papiers, mais la lutte continue  
Page 4

### 13e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA

Le programme est bouclé mais il est  
encore temps de s'inscrire!  
Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

## Silence, des ouvrierEs meurent

**D**imanche 25 juillet, un salarié est mort sur son lieu de travail. D'après le recensement effectué par le compte Twitter «Accident du travail: silence des ouvriers meurent» (@DuAccident), animé par Matthieu Lépine, professeur d'histoire-géographie en collège, l'homme, âgé de 55 ans, serait le 176<sup>e</sup> mort par accident du travail en 2021: soit pas loin d'un par jour. Le travail blesse, le travail tue, le plus souvent dans le silence assourdissant des grands médias et des responsables politiques, beaucoup plus prompts à s'émouvoir lorsque c'est un policier ou un gendarme qui meurt dans l'exercice de ses fonctions que lorsqu'il s'agit d'unE ouvrierE du bâtiment, d'unE agentE de maintenance ou d'unE travailleurE agricole.

Mais le 25 juillet, on en a parlé. Parce que l'homme était un cheminot, enseveli sous les décombres d'un chantier effondré, dans des circonstances qui nécessitent d'être établies afin de déterminer les responsabilités? Non. Si on a parlé de la mort de ce salarié, c'est parce qu'elle a entraîné une interruption du trafic des TGV Atlantique qui a touché des milliers de voyageurs. La présidente de la région Île-de-France et candidate à la présidentielle Valérie Pécresse ne s'y est pas trompée avec ce lamentable tweet: «Toutes mes condoléances à la famille de l'ouvrier mort dans un éboulement près de la gare de Massy. Le trafic SNCF a dû malheureusement être interrompu, mes pensées accompagnent tous les voyageurs bloqués en ce dimanche de retour.» Pour ces gens-là, la vie d'unE salariéE ne vaut pas plus qu'un retard sur le chemin du retour des vacances. Et pour le dire franchement, sans prendre le risque de se tromper, on peut deviner qu'elle vaut en réalité moins, et que Valérie Pécresse – parmi tant d'autres – s'est sentie obligée de mentionner cette mort au nom de ce qu'elle croit être de la décence. Nous nous joignons à la tristesse et à la colère des proches, des collègues et des organisations syndicales qui exigent que toute la lumière soit faite sur cet accident mortel. Et contrairement aux hypocrites qui se sont sentis, pour une fois, obligés de parler de la mort d'un salarié alors qu'ils passent le reste de l'année à traiter les cheminotEs de tire-au-flanc, nous n'oublierons pas, et nous continuerons de dénoncer un système d'exploitation qui méprise la vie.

## BIEN DIT

Qui peut sérieusement croire que la décision de mettre en examen un ministre en exercice pourrait résulter d'une instrumentalisation de la justice par «une poignée de magistrats»?

KATIA DUBREUIL (présidente du Syndicat de la magistrature), lemonde.fr, 22 juillet 2021.

# À la Une

## Contre l'autoritarisme, pour une vraie politique sanitaire, pas de trêve estivale!

Depuis les annonces d'Emmanuel Macron le 12 juillet, la contestation des projets gouvernementaux, et notamment du pass sanitaire, ne faiblit pas. Il faut dire qu'une fois de plus, la Macronie a choisi le passage en force et la contrainte, dans la continuité de ce qui est à l'œuvre depuis 18 mois, avec toujours le même principe: contraindre plutôt que convaincre.

**A**u fur et à mesure que le temps passe, on se rend compte à quel point le pass sanitaire est une aberration. Exemple particulièrement significatif, parmi bien d'autres, du caractère absurde, dangereux et discriminatoire des mesures gouvernementales, avec l'obligation de présenter un pass sanitaire attestant d'une vaccination complète, un test sérologique négatif ou un certificat médical de rétablissement du covid pour toute personne se rendant dans un établissement sanitaire, social ou médico-social. Autrement dit, de potentielles privations de soins médicaux au nom d'arguments... de santé publique. Comme l'explique l'Union syndicale de la psychiatrie (USP): «Ceci est une atteinte extrêmement grave à l'accès aux soins pour les personnes malades, à l'accès aux services sanitaires ou sociaux, créant une discrimination entre ceux qui ont accès ou non aux vaccins. Or, nous le savons bien, outre les personnes réticentes ou opposées à la vaccination, une partie de la population n'a pas accès à cette vaccination.»

### Logique dangereuse

Si l'exemple de l'accès aux structures médicales et médico-sociales peut sembler «hors normes», il est en réalité une illustration de la dangereuse logique de l'autoritarisme du gouvernement, qui se décline dans bien d'autres cas. Ainsi, si à cette heure le principe du licenciement sine die, et sans autre motif, d'unE salariéE sans pass sanitaire, n'est plus d'actualité, on parle néanmoins de suspensions de salaires et d'une possibilité maintenue de licencier. Et si le gouvernement affirme que les vérifications d'identité ne seront pas systématiques, c'est pourtant la surveillance généralisée qui s'étend, sans oublier, comme le souligne la Quadrature du net, que «les données du passe sanitaire peuvent être détournées par n'importe quelle personne scannant

### EN VACANCES, OUBLIEZ-VOUS TOUT



un passe sanitaire». Enfin, à l'heure où l'hôpital manque cruellement de personnels et que la quatrième vague se développe, imagine-t-on que les soignantEs qui refuseront de se soumettre à l'obligation vaccinale seront interdits autoritairement d'exercer leur métier, ce qui ne manquera pas d'approfondir le chaos dans les hôpitaux?

### Quand les héros deviennent des traîtres

Il y a un an, les soignantEs étaient des «héros», que Macron voulait faire défiler le 14 Juillet et à qui il voulait distribuer des médailles. Aujourd'hui celles et ceux qui hésitent sont presque devenus des traîtres, coupables de faire circuler la maladie, et menacés d'être privés de salaire puis d'emploi. Il y a un an, le pouvoir n'avait guère de scrupules sur les

risques de contamination quand il envoyait les soignantEs «au front», sans masques appropriés, avec des sacs-poubelles faute de surblouses, et quand les directions hospitalières imposaient à celles et ceux qui étaient contaminés de reprendre le travail s'ils et elles n'avaient plus de symptômes. En stigmatisant les hospitalierEs et, plus largement, les personnes réticentes au vaccin et/ou au pass sanitaire, l'exécutif espère détourner l'attention de ses propres responsabilités dans la remontée de l'épidémie et dans le délabrement d'un système hospitalier qui sera encore moins capable de faire face, faute de personnel et de moyens, à la 4<sup>e</sup> vague. Les promesses de moyens supplémentaires pour l'hôpital et les EHPAD sont restées du vent, les conditions de travail et d'accueil des patientEs continuent de se dégrader et

le management autoritaire et répressif des directions a repris de plus belle, provoquant écoeurément et démissions.

### Démocratie sanitaire

Contrairement à ce que voudraient faire croire nombre d'éditorialistes et de responsables politiques, les dizaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées depuis le 12 juillet, et qui vont continuer de le faire, ne sont pas une meute d'affreux réactionnaires anti-vaccins. Et si l'on retrouve parmi les manifestantEs certaines franges de l'extrême droite et des adeptes des théories complotistes/conspirationnistes, dont nous devons répéter qu'ils ne seront jamais nos alliés et dont nous entendons bien continuer de combattre l'influence néfaste, nous sommes de celles et ceux qui considèrent que la gauche sociale et politique ne peut rester l'arme au pied face à la dangereuse politique du gouvernement.

Répétons-le: la vaccination générale à l'échelle mondiale est le meilleur moyen de stopper la pandémie; la balance bénéfices-risques, avec désormais un recul sur plus de 2,5 milliards de doses injectées, plaide absolument en ce sens. Mais disons-le également: c'est par la levée des brevets et par des politiques sanitaires ambitieuses et associant la population que la pandémie sera vaincue, pas par la contrainte et l'extension du domaine de la surveillance. Tel est le sens de la signature par le NPA de l'appel unitaire «Refusons le projet de loi sanitaire et les régressions sociales», qui affirme notamment «[qu']au nom de l'efficacité sur le long terme contre l'épidémie et pour préserver nos libertés, nous nous opposons à la nouvelle loi [adoptée] à l'assemblée, tout comme aux mesures antisociales qui visent à faire payer la note de la crise sociale au monde du travail.» C'est ce que nous continuerons de défendre dans les jours et les semaines qui viennent, y compris en nous joignant, partout où il est possible de porter une telle politique, aux initiatives de mobilisation.

1 – <https://nouveau-participantcapitaliste.org/arguments/politique/refusons-le-projet-de-loi-sanitaire-et-les-regressions-sociales-tribune>

## CORONAVIRUS Convaincre et non contraindre: les alternatives à la politique vaccinale de Macron

Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement, a affirmé au «Parisien» qu'il n'y avait pas d'alternative à la politique du gouvernement pour instaurer la vaccination générale. C'est faux.

**I**l n'est pas du tout certain que le pass sanitaire soit efficace pour aboutir à une couverture vaccinale suffisante afin d'enrayer le développement de la pandémie. Une enquête menée par les chercheurEs de l'Inserm et du CNRS auprès de 86 000 personnes aboutissent à des résultats sans appel: «Plus on est bas dans la hiérarchie sociale, plus on est réticent

à la vaccination en particulier contre le vaccin Covid-19» selon les auteurs de l'étude, qui précisent que 17% des ouvrierEs ont déclaré qu'ils ne se feraient pas vacciner contre 8% des cadres supérieurs. Alexis Spire, directeur de recherche au CNRS, déclare aux Échos que «toute une partie de la population ne va pas au restaurant, au théâtre, ne prend ni le train ni l'avion. Pour toucher les réticents des classes populaires, du monde ouvrier et des zones périurbaines, il vaudrait mieux essayer de convaincre plutôt que de menacer». Le pass sanitaire ne va probablement pas faire changer d'avis les récalcitrants à la vaccination dans les classes populaires, donc parmi les plus vulnérables, alors que 5 millions de personnes souffrant de comorbidités ne sont pas encore vaccinées.

### Informé

Où il faut vacciner au moins 80% de la population pour aboutir à l'immunité collective et protéger ainsi la population. C'est certainement possible sans les contraintes du pass sanitaire et sans décréter l'obligation vaccinale. Plusieurs dispositifs mis en place et développés notamment par la Sécurité sociale ont permis une progression importante de la vaccination. La branche maladie de la Sécurité sociale a ainsi mené en 2020 une campagne intitulée «Cette année encore, la grippe va faire mal» qui avait pour objectif d'augmenter la couverture vaccinale contre la grippe. Après avoir mené une étude pour comprendre les freins à la vaccination et trouver les leviers des changements de comportements, elle a lancé une

importante campagne de sensibilisation dans de multiples médias pour frapper les esprits, faire comprendre la dangerosité du virus et inciter à la vaccination. Après trois mois de campagne, le bilan était positif, et il a été constaté une importante progression de la vaccination des personnes ciblées (de 40% à 60%).

### «Tester, alerter, protéger»

La branche maladie de la Sécurité sociale a été chargée de rechercher les contacts des personnes qui ont été contaminées par le coronavirus. La stratégie «Tester, alerter, protéger» a été considérée par des épidémiologistes comme essentielle à la maîtrise de l'épidémie. Le médecin qui diagnostique un cas de covid doit envoyer dans une base spécifique sécurisée un dossier sur le ou la patientE et son entourage. 4 000 enquêteurEs de la Sécurité sociale recrutés parmi le personnel des caisses et 6 000 embauchés en CDD sont

# Un monde à changer

**UNION EUROPÉENNE, LIBYE, VIOLENCES CONTRE LES MIGRANT·E·S.** Dans un rapport publié il y a une dizaine de jours, Amnesty International dénonce, enquête à l'appui, la politique honteuse de l'Union européenne de collaboration avec la Libye dans la gestion des questions migratoires.

Extraits : Depuis la fin de l'année 2020, la DCIM, qui relève du ministère de l'Intérieur libyen, a légitimé les violations commises dans les centres de détention. Elle a en effet officialisé deux centres de détention à Tripoli, à l'origine gérés par des milices (Al Mabani et Sahara Al Zawiya). Dans ces derniers, des centaines de réfugiés et de migrants ont été soumis à des disparitions forcées. Des survivantes ont raconté que, dans l'un de ces centres, les gardiens violaient les femmes en échange de nourriture ou de leur libération. Malgré ces violations des droits humains avérées, la complicité des États européens persiste. Les pays concernés continuent d'aider les gardes-côtes libyens à intercepter des personnes en mer

et à les renvoyer de force dans l'enfer libyen. Alors qu'ils ont parfaitement connaissance des horreurs que ces personnes vont subir.

Au cours des six premiers mois de 2021, plus de 7 000 personnes interceptées en mer ont été envoyées de force à Al Mabani. Des détenus de ce centre ont raconté avoir été soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements. Certains ont également indiqué avoir subi des fouilles à nu particulièrement invasives, humiliantes et violentes. Le centre de Sahara Al Zawiya à Tripoli a été affecté à l'accueil des personnes en situation de vulnérabilité. Trois femmes ont raconté que deux bébés, détenus avec leurs mères, étaient morts début 2021. Les gardiens avaient refusé de les emmener à l'hôpital alors qu'ils avaient besoin de soins essentiels. [...]

Entre janvier et juin 2021, les gardes-côtes libyens, soutenus par l'Union européenne (UE), ont intercepté en mer et reconduit en Libye quelque 15 000 personnes – soit plus que sur toute l'année

2020 – durant des opérations dites de « sauvetage ».

Les témoignages font état d'un comportement négligent et violent des gardes-côtes libyens. Certaines personnes ont raconté que ceux-ci avaient délibérément endommagé leurs embarcations, les faisant parfois chavirer. À deux reprises, des réfugiés et des migrants se sont noyés à cause de tels comportements. Un témoin a déclaré que les gardes-côtes avaient filmé la scène de naufrage avec leurs téléphones au lieu de porter secours aux survivants. Des témoignages mentionnent des avions qui survolent la Méditerranée ou des bateaux naviguant à proximité des embarcations sans leur offrir aucune assistance avant l'arrivée des gardes-côtes libyens.

Frontex, l'agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes, exerce une surveillance aérienne au-dessus de la Méditerranée pour repérer les embarcations de réfugiés et de migrants en mer, et utilise aussi un drone dans cette zone depuis mai 2021. Les navires européens ont largement déserté la Méditerranée centrale pour éviter d'avoir à secourir des bateaux en détresse.

## Le chiffre

# 49,1°C

C'est le nouveau record de chaleur enregistré en Turquie le 20 juillet, dépassant largement le précédent record (46,8°C) qui datait de juillet 2017. 10 jours plus tôt, c'est le Maroc qui battait un record (avec 49,6°C), comme l'ont également fait, au cours des dernières semaines, le Canada, l'Irlande du Nord ou encore la Géorgie.



## Agenda

**Dimanche 22 août - mercredi 25 août, 13<sup>e</sup> université d'été du NPA, Port-Leucate.** Accueil le samedi 21 août à partir de 14 h, départ le jeudi 26 août après le petit-déjeuner. Voir page 12. Inscriptions : <https://nouveupartianticapitaliste.org/ue2021>

## L'Anticapitaliste

suspend sa parution durant le mois d'août

Rendez-vous le **jeudi 2 septembre**

À SUIVRE SUR [lanticapitaliste.org](http://lanticapitaliste.org)  
nouveupartianticapitaliste.org

# AFFAIRE « PEGASUS » Big Brother et ses amis

« Pegasus » : le nom du logiciel conçu et commercialisé par l'entreprise israélienne NSO Group est désormais fameux, suite à la publication de l'enquête du consortium international de journalistes Forbidden Stories et d'Amnesty International. Au fur et à mesure des révélations, on prend la mesure de l'ampleur des dispositifs de surveillance et de la collusion entre, d'une part, firmes privées spécialisées dans l'espionnage et, d'autre part, États peu soucieux des libertés démocratiques.

L'enquête de Forbidden Stories et d'Amnesty International établit que ce sont pas moins de 50 000 téléphones portables qui ont potentiellement été visés par Pegasus, à la demande de 11 États parmi lesquels le Maroc, l'Arabie saoudite, l'Inde, le Mexique ou la Hongrie. Opposants politiques, militants des droits humains, journalistes, mais aussi responsables politiques d'autres pays : la liste des cibles de cet espionnage donne le vertige.

### « Pegasus peut tout capter, tout surveiller »

Amnesty International résume ainsi les fonctions de Pegasus : « Ce logiciel d'espionnage, extrêmement puissant, s'infiltre dans les téléphones portables. Il peut en aspirer tout le contenu, messages, photos, contacts. Plus encore, il peut prendre le total contrôle de votre appareil : accès à votre caméra, suivi des frappes de votre clavier, écoute et enregistrement de vos appels téléphoniques. La liste pourrait encore s'étendre. Une fois installé sur votre téléphone portable, Pegasus peut tout capter, tout surveiller. » Autant dire un contrôle total sur la vie privée et les communications des personnes visées.

### DES PARLEMENTAIRES FRANÇAIS ESPIONNÉS



Nous le signalions déjà la semaine dernière : les révélations du « Projet Pegasus » ne sont pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Au contraire, elles confirment la fuite en avant généralisée dans la surveillance globale, et le fait qu'en l'occurrence les principaux utilisateurs identifiés du logiciel soient des régimes autoritaires ne doit pas faire illusion : les « démocraties » sont tout aussi friandes de ce type de technologies, outils idéaux pour accompagner le cours autoritaire

que nombre d'entre elles suivent depuis plusieurs années, a fortiori avec la crise sanitaire.

### Timidité des réactions en France

Voilà qui explique probablement la timidité des réactions, entre autres et notamment du côté du gouvernement français, pourtant largement ciblé par les opérations de surveillance (ministres, parlementaires, et Emmanuel Macron lui-même). Lors de son récent passage au 13h de TF1, Jean Castex a ainsi déclaré, à propos

du scandale Pegasus : « Je crois qu'il serait un peu irresponsable de notre part de dire des choses tant que nous ne savons pas exactement ce qu'il en est. » Même son de cloche du côté de la communication officielle de l'Élysée : « Aucune certitude à ce stade n'est apparue, donc la prudence reste de mise dans les commentaires ». On a connu la Macronie plus virulente... Il s'agit aussi, pour la France comme pour d'autres pays, de ne pas mettre en difficulté l'allié israélien. En effet, NSO Group est certes une firme privée, mais elle agit de concert avec le gouvernement israélien dans le cadre des cadres de coopérations sécuritaires que ce dernier a multipliées au cours des dernières années. Les ventes de Pegasus ont ainsi été autorisées par les autorités israéliennes, qui feignent aujourd'hui d'ignorer que le logiciel allait être utilisé à des fins de surveillance politique et de répression par des régimes autoritaires. L'affaire Pegasus est encore loin d'avoir livré tous ses secrets, mais le moins que l'on puisse dire est qu'elle est un puissant révélateur de la généralisation de la surveillance, des marchés juteux qu'elle représente et du peu de cas que les « démocraties » font des libertés publiques.

Correspondant

chargés de joindre les patientEs afin de connaître leurs contacts et de donner des consignes (isolement, réalisation des tests, mesures sécuritaires à respecter) et de les informer sur leurs droits (arrêt de travail, délivrance de masques gratuits...). Cette politique de contact permet de remonter et de neutraliser les chaînes de propagation du virus pour faire face à la 4<sup>e</sup> vague qui s'annonce.

Ce dispositif a fait preuve de son efficacité, et il devrait être étendu à la vaccination en recrutant du personnel qui contacterait toutes les personnes qui ne sont pas vaccinées (elles sont inscrites dans les fichiers de la Sécu) afin de les convaincre de l'utilité de cette action en commençant par les personnes les plus vulnérables en raison de leur âge et de leurs maladies, qui pourraient recevoir un bon de vaccination comme c'est le cas pour la grippe. Cela nécessite des moyens humains et financiers supplémentaires attribués aux caisses de

Sécu pour procéder à des embauches et à la transformation des contrats précaires en CDI.

### « Aller vers... »

Les données des caisses d'assurance maladie révèlent des différences importantes dans l'accès à la vaccination. Les départements où le taux de vaccination est le plus faible sont ceux où les inégalités sont les plus importantes : à la mi-juillet, 40,7% de la population avait reçu les deux doses en France, mais seulement 12,2% en Martinique et 9,5% à Mayotte. La CPAM du 93 a décidé d'instaurer à partir d'avril, en plus des 27 centres de vaccination existant, des vaccinations itinérantes et sans rendez-vous. Elle a installé des barnums dans les cités du département, qui ont permis de vacciner sans rendez-vous des personnes vulnérables et isolées. Selon la directrice de la CPAM, « en allant dans les quartiers, en bas des immeubles, on décroïssonne la vaccination et on



règle le problème de la proximité. En jouant sur la pédagogie et la présence sur le terrain, on sent que les craintes changent. La peur du vaccin est toujours présente mais elle n'empêche plus de franchir le cap ».

Une autre politique de vaccination est donc nécessaire et possible.

Alors plutôt que d'être dans l'obligation d'imposer la vaccination par la contrainte, réalisons sans tarder une campagne intense d'immunisation par la conviction et en se rapprochant, en priorité, des populations les plus défavorisées.

S. Bernard

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur  
de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

IMPRIM'VERT®

## MAROC Liberté pour Omar Radi et les prisonniers politiques

Le NPA condamne fermement le verdict inique prononcé lundi 19 juillet par la cour d'appel de Casablanca à l'encontre des journalistes indépendants Omar Radi (6 ans de prison ferme, 19 000 euros d'amende) et Imad Stitou (1 an de prison dont 6 mois ferme, 2 000 euros d'amende), ce dernier étant passé du statut de témoin en faveur de Radi à accusé de complicité de crime.

Journaliste militant dénonçant depuis longtemps l'accaparement des terres et la collusion entre milieux d'affaires et dirigeants politiques marocains, cofondateur du média indépendant *The Desk*, observateur et soutien du Hirak du Rif (un tweet en 2019 dénonçant les lourdes condamnations de 42 porte-voix de cette profonde révolte sociale lui avait déjà valu 4 mois de prison avec sursis pour « outrage à magistrat »), Radi était arbitrairement maintenu en détention provisoire depuis le 29 juillet 2020.



DR

### « L'espion c'est Pegasus ! »

Cette condamnation est d'autant plus scandaleuse qu'elle intervient le jour même des révélations sur « Pegasus », ce logiciel de la firme israélienne NSO utilisé par une douzaine de gouvernements autocratiques, dont celui du Maroc, pour surveiller leurs opposants, nationaux ou non. Or, comble de l'ignominie, Omar Radi, victime de cet espionnage en 2019 – comme l'avaient révélé en juin 2020 Amnesty International et le consortium de médias indépendants Forbidden Stories contre lesquels le Maroc porte plainte aujourd'hui – était accusé non seulement de « viol » mais d'« atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'État » découlant de « financements étrangers en relation avec des services de renseignement » ! « L'espion c'est Pegasus ! » clamaient en marge de l'audience les soutiens de Radi qui affirme, au terme de ce qui n'est ni plus ni moins qu'un procès politique déguisé en simulacre de procès criminel de droit commun : « Le parquet est motivé par la vengeance et non par la quête de la vérité ».

Cette condamnation s'inscrit dans le cadre d'une offensive judiciaire généralisée des autorités marocaines contre les militants du Hirak, des droits sociaux et de la liberté d'expression, contre des journalistes et des défenseurs des droits humains, offensive qui recourt souvent au montage et à l'utilisation de chefs d'accusation à caractère sexuel comme le montre également la condamnation, quelques jours plus tôt, à 5 ans de prison pour « viol avec violence et séquestration » de l'ancien rédacteur en chef du quotidien *Akhbar Al-Yaoum* (aujourd'hui fermé), Soulaïman Raïssouni, en grève de la faim depuis plus de 100 jours et dont la vie est aujourd'hui gravement menacée. Nous dénonçons la complicité constante et scandaleuse des autorités françaises avec le régime marocain, qui ne s'embarrasse ni de ses méthodes de barbouzes ni de l'étouffement des libertés.

Le NPA exige la libération immédiate d'Omar, de Soulaïman, d'Imad et de tous les prisonniers politiques et d'opinion marocains, arbitrairement détenus au terme de procès entachés d'irrégularités, et appelle à amplifier la campagne de solidarité internationale en leur faveur.

## BELGIQUE Fin de la grève des sans-papiers, mais la lutte continue

Mercredi 21 juillet, Tarik, l'un des porte-paroles de l'Union des sans-papiers pour la régularisation (USPR) l'a annoncé : « On arrête la grève de la soif aujourd'hui et on suspend la grève de la faim pour le moment ». Cette grève de la faim avait commencé le 23 mai et, le 16 juillet, plusieurs centaines de sans-papiers avaient entamé une grève de la soif suite au refus du gouvernement d'entendre les revendications du collectif.

C'est après avoir organisé plusieurs mobilisations, tenté d'occuper de nouveaux lieux (qui n'ont pas toujours été une réussite), rencontré en personne Sammy Mahdi (secrétaire d'État à l'Asile et à la migration), subi la répression policière à plusieurs reprises... que l'USPR, ne voyant aucune avancée, a décidé d'entamer une grève de la faim.

### Un gouvernement prêt à assumer des morts

Leurs revendications étaient une régularisation immédiate pour le collectif qui mettait sa vie en danger mais également pour des changements structurels qui bénéficient à toutes les personnes sans-papiers en Belgique. Notamment avec une proposition de critères précis de régularisation afin d'éviter le flou actuel qui permet à l'Office des Étrangers de régulariser « à la tête du client ».

Tout au long de ces deux mois, la réaction du gouvernement dans son ensemble a fait froid dans le dos. Plus les jours passaient, plus nous nous rendions compte que le gouvernement était prêt à assumer la mort de centaines de personnes plutôt que de donner des droits à



DR

des personnes habitant le pays depuis 5, 10, 15 ou même 20 ans. C'est à partir de fin juin, alors que la pression sur Sammy Mahdi s'intensifiait suite à d'autres occupations et des prises de positions publiques d'académiques, d'universitaires, d'associations, que le secrétaire d'État a proposé la création d'une « zone neutre » pour les grévistes. Concrètement il s'agissait d'un lieu dans lequel aucune arrestation n'aurait lieu et qui permettrait aux grévistes de s'y « rendre et avoir une idée de quel est l'état actuel de leur dossier, pour les informer le mieux possible. » Cette zone neutre ne répondait en rien aux revendications du collectif de sans-papiers. La grève a donc continué.

Un médiateur a été nommé par le gouvernement (Dirk Van Den Bulck, Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides) afin de rencontrer les grévistes et quelques soutiens mais il n'a fait que répéter ce que tout le monde savait et n'avait aucun mandat pour négocier. Quelques jours plus tard, alors que des discussions continuaient, l'arrêt de la grève était annoncée car un « accord » avançait.

### Préparer l'après-grève

Nous nous réjouissons que les membres de l'USPR aient refusé de mettre fin à leur vie et que des décès aient été évités. Nous espérons qu'aucun d'entre elles et eux n'aura de séquelles mais nous

craignons que la grève ait duré trop longtemps pour cela.

Nous avons des doutes concernant les réelles avancées obtenues. Alors qu'en coulisses nous apprenons que les grévistes pourront se rendre à la zone neutre afin d'avoir un analyse plus « souple » de leurs dossiers pour l'obtention de la régularisation sur base de l'article 9bis (quand des circonstances exceptionnelles justifient que la demande soit introduite en Belgique) et 9ter (pour des raisons médicales), Sammy Mahdi annonçait dans la presse que rien n'avait changé.

Les grévistes de la faim étaient accusés de faire du chantage par le gouvernement et les partis opposés à la régularisation. Avec l'arrêt de la grève, ils et elles ont également voulu démontrer leur volonté sincère de négocier mais le gouvernement continue de défendre une politique raciste qui force à la clandestinité et permet l'exploitation de dizaines de milliers de travailleurs par un patronat à la recherche de plus gros profits.

Le mouvement lancé par l'USPR a réussi à mettre en lumière leur condition, à bousculer le gouvernement, à forcer divers organisations à prendre position. Mais notre réjouissance ne peut pas être la même qu'une partie des partis/organisations qui y ont vu une victoire. Aucun gréviste n'est mort, heureusement, mais est-ce que c'est pour ces avancées que les grévistes se sont battus ? Si nous soutenons les sans-papiers nous ne pouvons pas être pleinement satisfaits. Nous devons ensemble continuer dans la dynamique et l'énergie mise en place par l'USPR, pour continuer la lutte et préparer l'après-grève.

**Axel Farkas**

Version intégrale sur [gaucheanticapitaliste.org](http://gaucheanticapitaliste.org)

## ÉTATS-UNIS La vague du variant Delta

Il y a un mois, les États-Unis célébraient le déclin de la pandémie et la réouverture du pays. Depuis, le variant Delta, hautement contagieux, a frappé, créant une nouvelle vague d'infections, de maladies et de décès, et pouvant éventuellement freiner la reprise économique.

Certains craignent que celles et ceux qui sont toujours au chômage ne puissent retourner au travail et que les expulsions des logements augmentent. La députée au Congrès Alexandria Ocasio-Cortez, porte-voix des progressistes et de la gauche, a déclaré que Joe Biden devrait prolonger le moratoire fédéral sur les expulsions, qui doit expirer le 31 juillet.

### Clivages politiques sur le vaccin

Alors que Delta se propage, tous les États ne sont cependant pas touchés de la même manière. Les États républicains du Sud et du Midwest ont plus de cas et plus de décès que les États démocrates de l'Ouest et du Nord-Est, ce qui reflète les taux de vaccination. L'Alabama républicain, par exemple, qui est submergé par le Delta, a le taux de vaccination le plus bas du pays, seulement 34 %, tandis que le Massachusetts démocrate a un taux de 63,5 % et beaucoup moins de cas. Un sondage a révélé que 95 % des Démocrates sont déjà vaccinés ou souhaitent l'être, alors

que seulement 50 % des Républicains sont dans ce cas. Ceci, alors que 97 % des nouvelles hospitalisations covid concernent des non-vaccinés.

Donald Trump, qui n'avait pas de stratégie globale face au covid, a constamment minimisé l'épidémie et ridiculisé les mesures de santé publique. Bien qu'il ait poussé à la fabrication de vaccins, il n'a jamais fait campagne pour la vaccination, pas plus que les autres politiciens républicains. Les Républicains d'extrême droite tels que les sénateurs Rand Paul et Ron Johnson continuent de suggérer que les vaccins sont dangereux ou inefficaces. Certains gouverneurs républicains disent maintenant que les gens devraient se faire vacciner, mais prennent peu d'initiatives pour que cela se produise et ils résistent aux appels à un retour à des mesures telles que le port du masque et l'arrêt des repas en intérieur.

De nombreux Républicains s'imprègnent de la désinformation de Fox News et d'autres médias de droite dont les commentaires expliquent que le vaccin et les



WIKIMEDIA COMMONS

masques doivent être évités. Les réseaux sociaux sont aussi un énorme problème : Joseph Mercola, un ostéopathe de Floride, s'est enrichi en recommandant des vitamines plutôt que la vaccination. Il compte 1,7 million d'abonnés sur sa page Facebook en anglais, 1,7 million sur sa page en espagnol, 400 000 sur YouTube et 300 000 sur Twitter.

### Porte-à-porte

Les Noirs et les Hispaniques ont souvent des taux de vaccination plus faibles en raison d'une information insuffisante, du manque de moyens de transport, de la difficulté à s'absenter du travail ou de la crainte pour ceux qui sont sans papiers. Certains Noirs résistent au programme de vaccination du gouvernement en raison de traitements racistes antérieurs. Bon nombre de ces personnes peuvent être convaincues par l'intermédiaire

d'églises, d'organisations communautaires et, pour les Hispaniques, de personnels qui parlent leur langue.

Le président Biden a parlé de l'importance de la vaccination et de la mobilisation des employés fédéraux pour mener une campagne de porte-à-porte apportant des informations sur la vaccination à tous les États-Uniens. L'extrême droite suggère qu'il s'agit là d'un programme « socialiste », envoyant chez les gens des représentants du gouvernement qui peuvent également être utilisés pour confisquer les Bibles et les armes.

Les politiciens locaux sont divisés sur la façon de gérer le renouveau de l'épidémie. À Saint-Louis et Los Angeles, les autorités municipales ont imposé le port du masque et de nombreux restaurants de Los Angeles sont simplement fermés pour le moment. Tout cela conduit à nouveau à l'annulation de certains événements, comme des pièces de théâtre et des concerts.

Contrairement à la France et à d'autres pays d'Europe, s'il existe des anti-vaccins et des contrevenants aux masques, il n'y a pour le moment aucune manifestation d'ampleur aux États-Unis contre les mesures sanitaires. C'est parce qu'il n'y a pas de directive nationale pour la vaccination ou le port du masque. Mais on peut s'attendre à ce que la vague de contaminations se poursuive.

**Dan La Botz, traduction Henri Wilno**



# AVEC PHILIPPE POUTOU CANDIDAT ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE, EN 2022 ON SERA LÀ!

*En prenant fin juin la décision de présenter la candidature de Philippe Poutou à l'élection présidentielle, le NPA n'a pas décidé d'agir par habitude... Au contraire, il s'agit de prendre la mesure des enjeux d'une situation lourde de dangers et d'aider à ce que notre camp social franchisse une étape dans son organisation tout en avançant les éléments d'une rupture anticapitaliste plus qu'urgente, en particulier après un an et demi de crise sanitaire.*

« **T**ous les niveaux de crises – sanitaire, écologique, économique, sociale, démocratique – se conjuguent pour produire un sombre bilan pour le capitalisme. Cela ne peut plus durer! Ce n'est pas seulement le NPA qui le dit mais des millions d'exploités et d'opprimés qui défendent leurs droits les plus élémentaires dans différentes parties du monde. » Ces mots qui concluent l'introduction de la déclaration de la conférence nationale du NPA lançant la campagne de Philippe Poutou, veulent exprimer le ressenti de beaucoup parmi nous, en particulier ces derniers mois.

### Rompre avec un système générateur d'inégalités

À elle seule, la séquence ouverte par l'apparition du Covid-19 en Asie apparaît comme un concentré du pouvoir de nuisance d'un système qui nous mène partout droit dans le mur. Là-bas, comme pour les pandémies précédentes, ce dernier virus est lui aussi né dans des environnements naturels détraqués, agressés, par un productivisme capitaliste sans limite qui détruit les écosystèmes favorisant le passage d'un pathogène de l'animal à l'humain. Ici, après des années d'attaques contre le système hospitalier et un service public de santé asphyxié, le pouvoir actuel a prouvé son incurie, mentant



sur l'affaire des masques, développant ses mesures constamment à contretemps, jusqu'à une campagne vaccinale lancée trop tardivement, trop lentement et avec toutes les pesanteurs des intérêts privés. Dans ce cadre, comment peuvent-ils justifier le maintien des brevets sur les vaccins – dont la levée serait une mesure d'urgence de santé publique – sinon par le profit des seuls actionnaires des grands laboratoires pharmaceutiques? Pas étonnant donc que la richesse des seuls milliardaires français ait augmenté de 68% depuis le début de l'année dernière, et que les entreprises du CAC 40 aient versé 51 milliards d'euros à leurs actionnaires, soit une augmentation de 22% des dividendes! C'est d'abord pour porter l'urgence de rompre avec un tel système générateur d'inégalités dans toute la société que nous

devons être en campagne. Pas de ripolinage verdâtre ou rosâtre possible, nous avons besoin « d'avancer vers une société qui organise la production et les rapports sociaux en fonction des besoins sociaux et des nécessités écologiques, qu'on l'appelle écosocialiste, communiste ou autogestionnaire. » Pour cela, mettre en discussion un programme de rupture pour répondre aux besoins du plus grand nombre, exprimer la nécessité de construire les mobilisations qui seules peuvent rendre possible ce qui semble impossible mais nécessaire, et tracer la voie d'un autre monde libéré de l'exploitation et des oppressions.

### Nous rassembler, nous organiser

Car si d'autres possibles que la régression capitaliste n'apparaissent pas dans le cadre de cette campagne, c'est la colère nourrie du désespoir qui va dominer les esprits et qui peut conduire aux pires dangers incarnés par l'extrême droite de Marine Le Pen. La concurrence généralisée, la valorisation de la réussite individuelle, l'autoritarisme exacerbé et les divisions suscitées et entretenues (en particulier sur le terrain du racisme et de l'islamophobie), autant de marqueurs politiques du pouvoir macroniste qui ne peuvent trouver leur aboutissement que dans les perspectives du RN si on ne les arrête pas... D'où la

nécessité de se servir de cette campagne pour construire des fronts de résistance à l'extrême-droïtisation du champ politique, contre les idées réactionnaires et de développer les mobilisations unitaires les plus larges contre l'extrême droite.

À nous seuls, nous n'avons bien entendu pas la prétention d'incarner ces possibles, y compris même dans cette échéance électorale, mais nous avons notre contribution à y apporter, nos nécessités à y faire entendre. En particulier, la question de « prendre nos affaires en main » gagne en acuité. S'auto-organiser pour nos luttes, bien entendu, mais au-delà nous rassembler, nous organiser.

Pour cela, nous avons besoin d'une nouvelle représentation des opprimés et des exploités, de construire une force politique qui représente les intérêts de l'ensemble de notre camp social, un parti pour la rupture révolutionnaire qui s'adresse à touTEs les anticapitalistes, à toutes celles et ceux qui subissent cet ordre social et veulent agir pour le renverser. Avancer la nécessité d'avoir un cadre collectif organisé, un parti qui soit un véritable processus s'inscrivant dans la période dans laquelle nous voulons agir, bien éloigné du dogmatisme parfois rassurant mais hors sol d'une certaine extrême gauche et plus encore de la figure d'un sauveur suprême qui existe souvent à gauche, même chez les plus « insoumis »... C'est peut-être l'ultime exigence que nous voulons poser aux yeux de toutes et tous, à travers la campagne de Philippe Poutou, qui doit être celle de tout le NPA, et au-delà ouverte à toutes celles et ceux qui se revendiquent des mêmes combats sociaux que nous.

**Manu Bichindaritz**

## #POUTOU2022

# Une campagne anti-impérialiste et antiraciste

**P**arce que nos luttes n'ont pas de frontières, et que nous refuserons toujours le moindre compromis avec les thèses nationalistes chauvines et racistes, notre campagne sera résolument anti-impérialiste et antiraciste.

### En finir avec le militarisme

Force est de constater que, du côté des forces politiques institutionnelles en France, c'est, malgré quelques nuances, l'unanimité qui l'emporte lorsqu'il s'agit de défendre l'impérialisme français. Défense des « intérêts français », des groupes industriels, des emplois générés par l'industrie de l'armement : tous les arguments sont bons pour ne pas pointer les responsabilités, directes ou indirectes, de la France dans les conflits militaires. Quitte à verser parfois dans les postures les plus contradictoires, à l'instar de celle de Jean-Luc Mélenchon et de la FI qui, tout en dénonçant les exportations d'armes en Arabie saoudite, n'ont de cesse de saluer la bonne santé du complexe militaro-industriel français, visites dans les salons d'armement à l'appui.

À l'opposé de toute apologie des industries d'armement françaises, de toute logique « bloc contre bloc » et de tout chauvinisme, il est urgent d'assumer des mots d'ordre défendant une perspective de désarmement et de démilitarisation. Cela commence par l'arrêt des exportations des engins de mort français et, au-delà, le démantèlement du complexe militaro-industriel, avec une reconversion industrielle qui pourrait notamment s'orienter vers le domaine de la transition énergétique (trains, métros, tramways, énergies renouvelables...). Soit une politique de désarmement unilatéral et général, qui implique également la destruction de la force de dissuasion nucléaire française et, sur le plan politique, le refus de toute « armée européenne », la sortie de l'OTAN, la fin de la Françafrique et, plus généralement, l'arrêt de toutes les interventions militaires françaises à l'étranger.

### Solidarité avec les migrantEs

La seule réponse efficace face à la tragédie que vivent les migrantEs est de refuser de considérer les migrations comme un « problème », et de s'unir pour satisfaire les besoins sociaux de millions de femmes et d'hommes, migrantEs et « autochtones ». Se déplacer est une pratique inhérente à l'espèce humaine. Cela doit être un droit, indépendamment des motivations qui conduisent à migrer. Des millions de personnes sont forcées d'émigrer pour échapper à la misère, à la pauvreté, à la guerre, aux catastrophes environnementales, au manque

de perspectives d'avenir. Nous revendiquons le droit d'asile pour celles et ceux qui fuient la guerre et les persécutions. Mais aussi un accueil digne pour touTEs les migrantEs, sans faire de distinction entre les migrantEs dits « économiques » et les réfugiésEs. Toutes les organisations de gauche devraient se battre pour l'octroi de pleins droits à touTEs les migrantEs, en accordant une attention particulière aux femmes, aux personnes LGBTI, aux musulmanEs et aux mineurEs, qui souffrent de multiples formes de discrimination et d'oppression. La liberté d'installation et de circulation est la seule mesure qui pourrait enrayer l'hécatombe sur les chemins de l'exil. Ouvrir les frontières, c'est permettre aux gens de migrer dans des conditions dignes et sûres. C'est faire disparaître la clandestinité et les passeurs. Quand les marchandises et les richesses circulent librement sur la planète, quoi de plus normal que les êtres humains veuillent en faire autant? Chaque personne a le droit fondamental de vivre dignement et de jouir de tous les droits politiques et sociaux du pays où il ou elle réside.

### Contre le racisme d'État et l'islamophobie

Le traitement scandaleux des migrantEs en France est l'une des expressions du racisme d'État, structurel, que d'aucuns essaient encore de nier, malgré les contrôles au faciès, malgré la loi « asile-immigration », malgré la loi « séparatisme »... À l'heure où certains voudraient que le débat politique, à l'occasion de la présidentielle, soit polarisé par les questions d'immigration et d'« ennemi intérieur », nous le redisons avec force : nous revendiquons une égalité complète entre FrançaisEs et étrangerEs, mais aussi entre touTEs, quelle que soit la confession religieuse... ou l'absence de confession religieuse. Le NPA se bat pour la régularisation de tous les sans-papiers, le droit de vote des étrangerEs résidant en France à toutes les élections, et plus globalement l'abrogation de toutes les lois racistes et islamophobes qui institutionnalisent les inégalités.

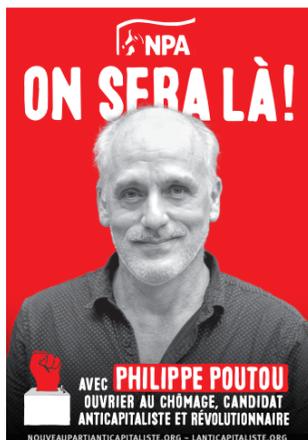
Notre antiracisme est articulé à notre anticapitalisme, et si nous refusons de céder le moindre pouce de terrain aux imprécateurs racistes, nous dénonçons dans le même temps le véritable « séparatisme » : celui des riches. Ce sont en effet eux les vrais séparatistes, qui refusent de contribuer à la solidarité nationale en dissimulant leurs fortunes, par l'évasion et la fraude fiscales, qui se regroupent dans des quartiers réservés aux riches, qui mettent leurs enfants dans des écoles que personne ne peut se payer, organisant une reproduction sociale destinée à perpétuer leur domination.



## #POUTOU2022 Face à l'urgence sociale, garantir l'emploi pour une vie décente

Le chômage, la précarité, la pauvreté n'ont pas cessé dans la période récente, mais les plus riches, eux, ont continué de s'enrichir et le nombre de milliardaires a même augmenté.

Face à cette situation sociale désastreuse, Macron entend amplifier ses politiques anti-sociales en voulant nous faire travailler plus, en s'attaquant aux plus précaires en voulant par exemple mettre en œuvre sa réforme de l'assurance chômage au plus tôt. Dans les semaines et les mois qui viennent, le NPA et son candidat à la présidentielle Philippe Poutou mettront les exigences sociales au cœur de leur programme. Parmi elles, le droit de chacun d'avoir un emploi stable et bien rémunéré.



les femmes, les travailleurs et travailleuses d'origine étrangère. Pour le NPA, la précarité, sous ses différentes formes, doit être interdite. Tous les contrats précaires doivent être convertis en emplois statutaires ou en CDI. Les temps partiels doivent être convertis en temps plein sur simple demande des salariéEs concernés. L'intérim n'a aucune utilité sociale mais représente une source de profits énormes sur le dos des salariéEs, et doit être interdit tout comme les différentes officines privées de placement, pour que soit créé un véritable service public de l'emploi.

### Interdire les licenciements

Il faut interdire les licenciements, tous les licenciements, en enlevant aux patrons le droit exorbitant d'avoir pouvoir de vie ou de mort sociale. Les emplois doivent cesser d'être une variable d'ajustement pour le maintien des profits. Le statut des salariéEs des entreprises privées doit être refondé. Le droit de licenciement doit être supprimé. En cas de diminution de la production, le temps de travail doit être réduit sans perte de salaire; en cas de modification de la production, l'entreprise, le groupe, la branche doivent être responsables de la continuité de l'emploi du salarié, en assurant son salaire, la poursuite de sa carrière et de sa formation. Il faut reporter la responsabilité totale d'une suppression de poste du salarié sur le patronat. Un fonds de financement mutualisé, financé par le patronat, doit, dans tous les cas, permettre le maintien des salaires par-delà les aléas de telle ou telle entreprise. Il faut instaurer une responsabilité pleine et entière des emplois du secteur par les donneurs d'ordre, par l'entité patronale collective.

### Travailler moins pour travailler toutEs

Le chômage, la précarité explosent mais les patrons et le gouvernement n'ont qu'une obsession: nous faire travailler plus, repousser l'âge de la retraite. L'emploi est un droit qui doit être garanti à toutes et tous. Il faut donc ajuster la durée hebdomadaire à l'emploi et pas l'emploi aux profits. Une réduction massive du temps de travail sans augmentation des cadences avec embauches correspondantes et sans perte de salaire, permettra de partager le travail pour travailler toutes et tous. Un rapide calcul montre qu'en réduisant le temps de travail à 28h hebdomadaires, il serait possible de faire disparaître l'ensemble des chômeurEs de la catégorie A. Une réduction massive du temps de travail permettra également de dégager du temps pour vivre.

### En finir avec la précarité

Les patrons et les gouvernements successifs ont encouragé les emplois précaires et à temps partiel. Ils signifient par définition statut précaire, salaire partiel, retraite partielle. Et cette précarité frappe prioritairement les jeunes,

### Vivre, pas survivre

Il y a urgence à augmenter tous les revenus et minima sociaux de 400 euros net. 1800 euros net, c'est le minimum pour vivre correctement dans les conditions actuelles d'organisation de la société, ce minimum doit être garanti à toutes et tous, jeune ou à la retraite, actif ou privé d'emploi, personne valide ou en situation de handicap. Les jeunes figurent parmi les premières victimes de la crise sanitaire. Face à cette situation désastreuse, nous revendiquons une allocation d'autonomie pour toutEs les jeunes de 16 à 25 ans à hauteur du SMIC pour permettre à tous et toutes de vivre et se former librement.

### Un affrontement social et politique

Imposer le droit à l'emploi garanti pour toutes et tous, c'est retirer aux patrons le droit de licencier, et donc remettre en cause leur pouvoir de gérer impunément toute l'économie et les conditions de vie de la population. Pour imposer de réelles avancées sociales et bloquer les attaques patronales, il faudra donc lutter, prendre nos affaires en main, nous rassembler!  
Joséphine Simplon

## #POUTOU2022 Expropriation, planification, socialisme

Crise économique, crise sanitaire, crise climatique... Ces crises articulées entre elles sont les symptômes du caractère de plus en plus régressif du capitalisme.

Face à cette situation, le NPA avance un programme de mesures d'urgence, de la levée des brevets sur les vaccins à l'interdiction des licenciements. Mais les événements qui ont assailli l'humanité dans les deux dernières années montrent que ce système n'est pas réformable. Et que par-delà l'anticapitalisme, il faut à nouveau énoncer une alternative.

La tare fondamentale du capitalisme est de tout ramener aux « eaux froides du calcul égoïste » pour reprendre une expression de Marx dans *le Manifeste communiste*. Il en résulte que la motivation de l'activité économique est la loi du profit qui amène à prendre en compte non pas les besoins des gens, mais ceux qui s'expriment par un pouvoir d'achat, ce que les économistes appellent la « demande solvable ». Lorsque les capitalistes parlent de surproduction d'une marchandise, cela ne signifie pas que les besoins de cette marchandise sont tous satisfaits mais que ces besoins ne sont pas solvables, c'est-à-dire que les marchandises ne pourraient être vendues avec un profit jugé suffisant. Il peut donc y avoir, par exemple, des dizaines de milliers de logements invendus tandis que des sans-logis dorment dans la rue.

### Mettre fin à la loi du profit

C'est aussi la loi du profit qui amène à arbitrer entre telle ou telle production. Des vaccins contre le coronavirus ont été rapidement développés car la maladie mettait à mal l'activité économique et risquait d'étouffer le système de santé des pays riches (systèmes qui avaient pendant des années subi les conséquences de politiques d'économies et de rentabilisation). Leurs gouvernements ont donc mis sur la table des milliards de crédits

publics et de précommandes: les trusts pharmaceutiques ont compris qu'il y avait des profits juteux en perspective. Par contre, l'élaboration de vaccins et de traitements contre diverses maladies tropicales et, lorsqu'ils existent, leur mise à disposition avancent à pas de tortue alors que ces maladies font 17 millions de victimes par an. Mais elles concernent des populations pauvres dont la demande n'est pas solvable (et dont souvent les dirigeants préfèrent s'enrichir que s'attaquer sérieusement aux problèmes de la population). Sans remise en cause draconienne de la loi du profit, les crises des deux dernières années se répèteront tandis que le réchauffement climatique rongera progressivement les conditions mêmes de vie et de survie de centaines de millions d'humains. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la lutte non seulement pour limiter les dégâts du système mais pour une autre société, une autre économie, un autre monde.

### Exproprier, autogérer, planifier

Une société où sera mis fin à la loi du profit, au désordre capitaliste. Pour cela, il faudra exproprier les grandes entreprises et tout le système financier et mettre en place une planification avec comme objectif la satisfaction des besoins et la fin de la course à l'abîme écologique. Cette planification devra être démocratiquement centralisée et reposer sur l'autogestion: les décisions seront prises aux niveaux pertinents. Certaines seront prises au niveau de l'atelier ou du service, d'autres au niveau de l'entreprise, d'autres encore au niveau des quartiers, des communes ou des régions, d'autres au niveau national, au niveau de groupes de pays ou au niveau mondial. Pour prendre

les décisions économiques clés, celles qui concernent toute la population, un plan sera élaboré au niveau national (dans un premier temps) par une structure nationale représentant l'ensemble des structures de discussion/décision locales, après un débat contradictoire et démocratique. Certains mécanismes de marché continueront d'exister (de même que des entreprises privées de taille réduite) mais ils seront subordonnés au cadre du plan. À l'anarchie capitaliste, seront substitués des mécanismes de choix conscients et démocratiques.

### Notre perspective: le socialisme, le communisme

Utopie diront certains. Il existe certes des incertitudes dans cette perspective, des bilans réguliers devront être faits, des corrections apportées et les dérives bureaucratiques fermement contrôlées. Mais le capitalisme conduit à des catastrophes inévitables et certaines. C'est pourquoi les anticapitalistes et révolutionnaires, tous ceux qui veulent sincèrement et résolument s'opposer à la catastrophe imminente doivent affirmer qu'une perspective alternative est nécessaire et possible: une société écosocialiste, communiste. Pas le système de l'URSS stalinienne et de la Chine en fait capitaliste, mais le projet pour lequel des millions de travailleurs se sont battus tout au long du 20<sup>e</sup> siècle. Notre objectif est d'en convaincre la majorité de celles et ceux qui n'ont rien à perdre, ou pas grand-chose, à la fin de ce système inhumain. Pour qu'ils et elles se mettent en mouvement, qu'ils et elles s'organisent car, malgré son caractère de plus en plus régressif, le capitalisme ne tombera pas de lui-même comme un fruit mûr.

Henri Wilno

POUR UNE SOCIÉTÉ  
LIBÉRÉE DE L'EXPLOITATION  
ET DES OPPRESSIONS



PHILIPPE POUTOU OUVRIER AU CHÔMAGE, CANDIDAT ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE  
NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG ~ LANTICAPITALISTE.ORG

## POUR RÉPONDRE AUX URGENCES SOCIALES, ÉCOLOGIQUES ET DÉMOCRATIQUES



**PHILIPPE POUTOU** OUVRIER AU CHÔMAGE, CANDIDAT ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE  
NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG ~ LANTICAPITALISTE.ORG

## #POUTOU2022 Une campagne écosocialiste

*Pour faire face aux grands problèmes qui sont devant nous (effondrement de la biodiversité, changement climatique, artificialisation des terres, pollution de l'air et de l'eau...), à elles seules les luttes contre les projets destructeurs menés par les capitalistes ne suffiront pas.*

Ces résistances, si elles sont essentielles à l'heure où chaque tonne de CO<sub>2</sub> émise compte, ne peuvent que retarder les effets de la crise globale d'un mode de production qui a comme seul horizon et comme unique préoccupation l'augmentation du nombre de marchandises produites pour maximiser les profits d'une minorité, au détriment des besoins sociaux. Nous voulons nous servir de la campagne de Philippe Poutou pour proposer une solution politique globale qui s'attaque au problème par la racine. Il s'agit de produire et transporter moins, de partager plus et de prendre soin des êtres humains et de l'ensemble du vivant. Cette alternative politique, nous la nommons écosocialisme.

### Exproprier les pollueurs, planifier la production

Un tel projet, pour être mené à bien, est nécessairement anticapitaliste. D'abord, car il faut empêcher les grandes multinationales de l'énergie de puiser le pétrole et le gaz dont elles possèdent déjà les gisements et pour lesquels elles ont investi dans des structures pour les extraire ou les transporter. Ensuite il n'est plus possible de laisser toute liberté au secteur financier pour investir dans les projets les plus polluants parce que les plus rentables au lieu de financer la transition écologique. Les banques et les entreprises responsables de la destruction de notre environnement doivent être expropriées et socialisées. Ces nouveaux secteurs publics devront permettre de sortir des énergies fossiles et du nucléaire, de diminuer la consommation globale d'énergie, de développer les énergies les moins

émettrices de CO<sub>2</sub> et d'isoler tous les logements.

En mettant des secteurs entiers de l'économie à l'arrêt, la pandémie a démontré que certaines activités étaient plus nécessaires ou utiles que d'autres. Cela prouve qu'il est possible de réduire le volume de la production d'énergie et de marchandises. Pour cela nous devons faire l'inventaire de tous les transports et de toutes les productions inutiles (comme la publicité) ou nuisibles (comme l'armement) et les supprimer. L'économie devra être organisée pour répondre aux besoins de la population, que personne ne peut déterminer à sa place.

### Produire moins, vivre mieux

Cette restructuration de l'économie pour répondre aux besoins de la population ne peut se faire qu'avec la participation active de toutes les salariéEs, y compris de celles et ceux dont le secteur d'activité doit disparaître ou être transformé. Leurs connaissances ont un rôle déterminant à jouer, que ce soit pour contrôler la manière dont on produit et le respect des normes écologiques ou pour imaginer de nouvelles solutions aux problèmes écologiques en dialogue avec les usagerEs. Il faut donc garantir à chacunE la possibilité de se former et de changer d'activité tout au long de sa vie en interdisant les licenciements et en garantissant la continuité des salaires, des droits et des statuts. La diminution de la production va de pair avec la réduction et le partage du temps de travail, car c'est l'antidote au chômage et à la précarité, mais aussi la condition pour avoir le temps de se former, prendre part à la vie collective, prendre soin de soi et des autres et participer à la prise de décision politique.

### Prendre soin, mettre en commun

La démarchandisation globale de la société que nous proposons fonctionne sur les principes de la gratuité et de la protection sociale qui doivent être la norme pour ce qui concerne les besoins essentiels : se loger, se déplacer, se nourrir, se chauffer, se soigner, étudier... Par exemple, les transports en commun doivent être développés et devenir gratuits. L'accès aux biens communs suppose aussi la levée des brevets et la garantie d'accès aux productions scientifiques et artistiques.

La priorité doit être donnée aux soins. La socialisation des tâches essentielles de santé, d'accueil des enfants, des personnes âgées par des services publics organisés et contrôlés par les salariéEs et les usagerEs, est indissociable du combat féministe contre la division genrée du travail et pour le partage des tâches. Nous devons développer une culture du prendre soin qui mette au centre des préoccupations sociales notre santé, la qualité de nos relations sociales, l'éducation et notre environnement.

Enfin une grande partie des activités doivent être relocalisées, à l'exemple de l'agriculture qui doit impérativement conserver les sols, préserver les paysages, supprimer les intrants chimiques, c'est-à-dire rompre avec son fonctionnement productiviste actuel. Cette nouvelle agriculture devra accompagner la végétalisation de l'alimentation nécessaire pour en finir avec l'élevage industriel, maltraitant pour les salariéEs et les animaux, polluant, coupable de la déforestation et de l'expulsion des populations indigènes de leurs territoires.

Commission nationale écologie

## #POUTOU2022 Pour les droits des femmes et des personnes LGBTI

*Ces dernières années, en France comme à l'échelle internationale, des mouvements de masse se sont développés pour s'opposer à la perpétuation d'un système hétéropatriarcal qui génère discriminations et violences contre les femmes et les personnes LGBTI.*

Attaques contre le droit à l'avortement en Pologne ou aux USA, législation homophobe en Hongrie, violences et discriminations quotidiennes : l'offensive réactionnaire se poursuit à l'échelle internationale contre les femmes et les personnes LGBTI. Mais les résistances existent, massives, radicales, subversives, et nous entendons bien nous en faire l'écho dans cette campagne.

### Contre les violences faites aux femmes

Le combat des femmes est un combat de chaque jour parce que le système capitaliste et patriarcal nous opprime dans toutes les dimensions de la vie. Au travail, ce sont des salaires féminins de 27% inférieurs à ceux des hommes, la précarité et les temps partiels imposés, le harcèlement, la destruction des services publics dont les femmes sont à la fois les principales salariées et usagères... À la maison, en France, ce sont encore 80% des tâches domestiques et 60% des tâches parentales qui sont assumées gratuitement par les femmes. Le corps des femmes est placé sous contrôle, au service de la reproduction et du plaisir des hommes : trop habillées ou pas assez, étalées sur les panneaux publicitaires, contrôlées par une médecine dont les critères restent une norme hétérosexuelle et sexiste. Une femme sur 10 dans le monde est victime d'un viol au moins une fois dans sa vie ; en France, ce sont au moins 67 féminicides qui ont été commis depuis

le début de l'année 2021<sup>1</sup> ; les viols et les violences sont perpétrées par toutes les armées et sont utilisées comme arme de guerre. Les violences contre les femmes sont une dimension fondamentale du système de domination, sans laquelle il ne pourrait se maintenir.

- L'avortement et la contraception libres, gratuits et accessibles, des centres IVG et des maternités partout sur le territoire pour répondre aux besoins, l'allongement du délai légal de l'IVG à 24 semaines.
- L'égalité des salaires, la fin de la précarité, la réduction du temps de travail pour toutes.
- Des moyens pour accueillir les femmes victimes de violences (logement, formation des personnels qui y sont confrontés...), la régularisation de toutes les sans-papiers, l'asile pour les femmes victimes de violences, l'accès immédiat aux soins pour toutes.
- L'abrogation des lois discriminant et stigmatisant les femmes musulmanes.
- Une éducation non sexiste.

### Les mêmes droits pour toutes et tous !

Des formes les plus « banalisées » du quotidien (moqueries, injures dans les cours d'école, la rue ou au travail) aux agressions physiques plus violentes, voire meurtrières, les LGBTIphobies sont très présentes dans notre société. Malgré une tolérance de façade dont s'accommode parfaitement la société capitaliste, de nombreux jeunes LGBTI se trouvent

en rupture familiale et le taux de suicide chez les personnes LGBTI est quatre fois supérieur au reste de la population.

Les Marches des Fiertés ont une nouvelle fois eu lieu dans un contexte de crise pandémique dans laquelle les LGBTI, partout dans le monde, et a fortiori les plus précaires, ont été touchés de plein de fouet. En France, le contexte était aussi celui du gouvernement Macron qui aura reculé la PMA jusqu'à la fin de son mandat – pour nous proposer une PMA au rabais. La montée de la réaction et de l'extrême droite touche en particulier les communautés LGBTI. Mais c'est aussi dans cette situation dramatique que les LGBTI ont relevé la tête en reprenant la rue de manière massive, imposant leur calendrier...

Nous voulons les mêmes droits pour toutes et tous, femmes et hommes, homos et hétéros, notamment la procréation médicalement assistée réellement pour toutes, une filiation directe pour toutes, une filiation de même sexe, la fin des stérilisations forcées, le changement d'état civil sur simple demande, l'arrêt des mutilations des personnes intersexes, des moyens financiers contre les LGBTIphobies.

Pour y parvenir, il est temps de construire un mouvement de masse de LGBTI qui nous permette de gagner d'abord pour améliorer nos conditions de vie et de travail mais aussi pour changer la société !

1 – Chiffre au 24 juillet.



CHARMAG

# PHILIPPE POUTOU « Faire campagne pour rappeler qu'on est là, et qu'on ne laissera pas les autres décider à notre place »

**Te voilà donc de nouveau candidat à la présidentielle. En 2012 et en 2017, tu étais ouvrier chez Ford à Blanquefort, en bagarre contre la fermeture de l'entreprise. Depuis, malheureusement, la boîte a fermé. Quelle est votre situation aujourd'hui, à toi et tes collègues de Ford ?**

Ça fait maintenant plus d'un an que j'ai été licencié avec tous mes collègues, puisque c'est toute l'usine qui a fermé et que cela concerne donc l'ensemble de l'effectif. Pas mal de collègues ont retrouvé du boulot, mais des petits boulots, dans des situations plus difficiles qu'avant évidemment. Moi je me retrouve quasiment au bout du congé de reclassement sans perspective d'emploi. D'ailleurs le cabinet de reclassement lui-même ne voyait pas trop comment me trouver une solution, entre mon nom et ma position, désormais, d'écu, on y reviendra. Comme pour plein de gens, c'est une situation préoccupante. La situation de l'emploi est très mauvaise, on le sait, et quand on retrouve un emploi c'est dans des conditions précaires, difficiles, beaucoup plus que les conditions qu'on peut connaître dans une grosse usine comme Ford. J'ai eu la chance d'avoir un congé de reclassement, ce qui fait une soupape avant le chômage, mais il arrive bientôt à son terme, et c'est cet été que je vais me retrouver au chômage pour de bon.

Par ailleurs le combat continue contre Ford, on les attaque aux Prud'hommes, ça vient de commencer, et ça sera long. On conteste les licenciements, on explique que les licenciements sont illégitimes, et on attaque auprès du juge judiciaire et en cassation. On aura des réponses en septembre. Après, comme l'usine a fermé c'est difficile de se mobiliser, et on sait que les décisions de justice c'est toujours des rapports de forces, mais par principe on mène la bataille jusqu'au bout : on veut remettre en cause le droit de licencier, et donc en fait le droit de propriété, auquel on oppose le droit à l'emploi, qui doit

venir en premier. Donc le combat contre Ford et les licenciements continue.

**Depuis la dernière présidentielle, il y a un autre lieu où tu t'es mis à mener des batailles, avec tes camarades de Bordeaux en luttant, puisque vous êtes trois éluEs au conseil municipal de Bordeaux. Comment ça se passe ? Ça veut dire quoi être un élu anticapitaliste, au quotidien ?**

C'est difficile c'est sûr. Tout ça a commencé sur un truc surprenant, puisque c'est dans la foulée de la lutte des Ford qu'on a démarré une campagne municipale, sur fond de mobilisation contre la réforme des retraites et aussi de mouvement des Gilets jaunes, même si c'était la fin. Et on a réussi à faire cette liste, avec des militantEs syndicalistes, des Gilets jaunes, des militantEs du NPA, de La France insoumise, avec une posture très radicale, puisque c'était non seulement contre la droite bordelaise, au pouvoir depuis 73 ans, mais aussi sans aucun compromis avec la gauche bordelaise (PS, PC, écologistes), en les critiquant clairement. On a fait une campagne contestataire, dynamique, radicale, anticapitaliste, qui montrait que le problème était un choix de camp social : un Bordeaux populaire contre un Bordeaux bourgeois.

Et on a eu ce qu'on méritait : on est allés au deuxième tour et on a eu trois élus. Donc voilà, on est là, on a conscience qu'on a forcé le passage mais on est là, pour porter les colères, les critiques d'un système qui détruit les vies des gens, qui appauvrit, qui précarise. Alors on sait bien que tout ne dépend pas des collectivités locales, mais il y a des choses à dire, à faire, et c'est ce que l'on essaie de faire : être un relais, porter la voix des classes populaires à l'intérieur du conseil municipal, on renforce les liens avec les associations, les syndicats, et on essaie d'être utiles à tous les combats qui sont menés, par exemple en ce moment sur le logement. Ça a été un peu



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

compliqué avec la crise sanitaire, mais on essaie de se coordonner, de renforcer les cadres collectifs, faire des assemblées.

Dans ces institutions, on voit bien que le mépris des gens de gauche ne vaut pas mieux que le mépris des gens de droite. Ils sont déconnectés de tout, on ne vit pas dans le même monde, ils ne se préoccupent pas de la souffrance sociale. Alors quand nous on fait entendre ces idées-là, ces voix-là, ils n'aiment pas, ils n'écoutent pas, ils sont méprisants. Après, on est bien conscients que si on peut être utiles, le bout du bout c'est la mobilisation des gens, la mobilisation dans les quartiers populaires, qui pourra vraiment faire changer les choses, et on voudrait favoriser ça.

**Dans la gauche radicale, chez les militantEs anticapitalistes et révolutionnaires, certains disent que ça peut valoir le coup de se présenter aux élections locales, d'essayer d'y avoir des éluEs, mais que la présidentielle c'est différent et qu'on ne devrait pas y participer. Alors c'est vrai que ce n'est pas naturel pour nous,**

**loin de là, mais là on s'est dit qu'il fallait y aller en proposant ta candidature... Que dirais-tu à ceux qui pensent que ce n'est pas utile ?**

Oui, ce débat existe, y compris au sein de notre parti. En fait c'est un débat qu'on a à chaque fois, et là on l'a eu de nouveau, peut-être un peu plus même, sûrement parce que la situation interne de notre parti et la situation externe, surtout, sont difficiles. Il y a un rapport de forces qui se dégrade pour notre camp social, des défaites dans les luttes, un gouvernement très dur... La question d'aller à la présidentielle se pose donc, surtout quand on sait et qu'on répète que ce n'est pas par les élections qu'on changera les choses mais par les luttes sociales.

Mais justement, dans un rapport de forces dégradé, dans une situation où on se sent fragilisés, pour lutter contre toute résignation il faut se dire qu'on a toutes les raisons d'y être, qu'il y a une place que l'on doit occuper. Bien sûr on dit les choses dans la rue, mais on doit utiliser tous les terrains, même le terrain

**dans le contexte que l'on connaît, celui d'une crise multidimensionnelle du capitalisme : écologique, économique, sociale, politique, sanitaire...**

C'est difficile en quelques mots c'est sûr... Il y a la crise sociale d'abord, dont on vient de parler avec les licenciements, le chômage, la misère. Il y a aussi une crise démocratique très forte, des institutions décrédibilisées, on l'a encore vu avec l'abstention aux régionales. Cette abstention est légitime dans un système de plus en plus anti-démocratique, où les gens ne se sentent plus représentés. Et en plus il y a la dérive autoritaire du gouvernement, de plus en plus de répression de la contestation, des mouvements sociaux, des quartiers populaires, on voit bien que les libertés collectives et individuelles sont de plus en plus remises en cause.

Il y a donc cette urgence démocratique, mais en fait des urgences il y en a à tous les niveaux, et on pense bien sûr à l'urgence environnementale, avec une planète à la dérive, des grands projets, complètement dingues, qui s'attaquent à l'environnement. On voit aussi la montée des idées réactionnaires, racistes, contre les femmes, les LGBT... En fait tout cela est lié, et finalement ce qu'on voit c'est la destruction de ce qui est collectif, de toutes les solidarités. C'est une forme de violence quotidienne dans toute la société, des violences à tous les niveaux, un système de plus en plus brutal car il est de plus en plus en crise. Et bien sûr on veut aussi porter l'internationalisme, réaffirmer que nous sommes solidaires des peuples, qu'on se bat contre l'impérialisme et le néocolonialisme de la France, qu'on refuse les frontières, qu'on est pour accueillir les migrants, que notre camp social est international. C'est ça aussi le meilleur moyen de faire face aux idées racistes, de faire face à l'extrême droite, et de contester de fond en comble ce système.

**Propos recueillis par Julien Salingue**



PHILIPPE POUTOU OUVRIER AU CHÔMAGE, CANDIDAT ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE  
NOUVEUPARTIANTICAPITALISTE.ORG ~ LANTICAPITALISTE.ORG



PHILIPPE POUTOU OUVRIER AU CHÔMAGE, CANDIDAT ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE  
NOUVEUPARTIANTICAPITALISTE.ORG ~ LANTICAPITALISTE.ORG

Parce que les algues vertes étaient enfin reconnues officiellement toxiques en pourrissant, le but de ces plans était de mettre fin à leur prolifération massive. Pour cela un seul moyen, réduire drastiquement les excédents d'azote agricole qui ruissellent des terres cultivées jusqu'aux rivières, par là jusqu'à la mer et nourrissent les algues. Or, comme aucun élu et encore moins les chambres d'agriculture ne voulaient de ces Plans, ils ont été dimensionnés de telle façon qu'ils ne puissent avoir que le plus petit effet sur ces excédents d'azote. Voilà pourquoi dès leur rédaction Sauvegarde du Trégor les avait rejetés et annoncé leur échec.

### L'heure des comptes

Ce 20 juillet 2021 sonnait l'heure des comptes dans cette même commune qui a connu ce drame après deux autres passés sous silence, un demi-siècle après la première alerte du conseil municipal. La présidente de la Cour des comptes venait en personne présenter son évaluation sur la lutte contre la prolifération des algues vertes de 2010 à 2019 aux porteurs des Plans des 8 baies bretonnes.

Les excédents d'azote ont-ils été réduits ? La manière de l'évaluer consiste à mesurer ce qu'il reste comme azote après la récolte des cultures, appelés alors reliquats d'azote. Or, ceux-ci, « à l'exception de la Lieue de Grève, dont la part de mauvais résultats a diminué entre 2010 et 2018, aucun BV (bassin versant) ne présente de tendance nette sur la période » (page 59 du rapport). Pour rendre compréhensible cette information, les auteurs du rapport ajoutent à la page 54 : « L'évolution de la production organique brute d'azote, tout comme sa gestion, n'a été affectée qu'à la marge par les Plav. En effet, la

## BRETAGNE Plans Algues vertes : l'heure des comptes

*Août 2009 : l'association Sauvegarde du Trégor parvient à sensibiliser l'opinion publique nationale et internationale sur la mort d'un cheval et sur l'intoxication suraiguë de son cavalier dans une vasière le long de la rivière du Roscoat sur la plage de Saint-Michel-en-Grève. Le Premier ministre débarque sur les lieux : les Plans Algues vertes sont lancés. 12 ans plus tard, le bilan est maigre.*



DR

production d'azote dépend principalement de l'évolution du cheptel, qui ne fait pas l'objet d'un contingentement systématique ». Et la présidente de souligner qu'entre 2007 et 2020 fort logiquement les échouages d'algues ont d'abord diminué mais ont connu un rebond à partir de 2013, et s'annoncent importants cette année.

Bilan sans concession de cette haute cour de la République que l'on peut résumer en ces termes : la lutte contre les algues vertes n'a pas été très payante, et pourtant elle a été chère payée : 150 millions d'euros engagés, 105 millions dépensés jusqu'en 2019.

### Un échec, mais pas pour tout le monde

Est-ce alors un échec ? À première vue, oui. Échec de la préservation de la biodiversité. Échec de santé publique. Biens communs et intérêt public sacrifiés aux intérêts privés. Mais à y regarder de plus près ce n'est pas un échec pour tout le monde. Le complexe agro-industriel a encore gagné parce que ces millions d'euros d'argent public ont servi surtout à faire croire que ces plans sont bien des plans de lutte qui ont été mis en œuvre alors qu'ils ne sont que des plans d'accompagnement d'une agriculture industrielle dirigée

par les coopératives, les banques et autres fournisseurs. Rien ne saurait entraver la longue marche irrésistible du cochon breton vers la Chine et autres contrées lointaines. Voilà à quoi servent d'abord ces millions d'euros, donner le change à l'opinion publique pour ne rien changer des pratiques structurellement polluantes sur les terres et incompatibles avec une quelconque lutte contre la prolifération algale.

En Bretagne, les exécutifs régionaux et départementaux n'ont que faire d'être délégitimés par une abstention record. Ils continuent inlassablement à se mettre au service d'intérêts privés. Ce faisant non seulement ils favorisent la destruction de la biodiversité mais ils créent toujours et encore les conditions d'une insécurité sanitaire sur des dizaines de plages et d'estuaires, de Saint-Brieuc à Saint-Michel, de Locquirec aux abers, de Douarnenez à Fouesnant. C'est le grand apport de la publication de ce rapport : aujourd'hui plus personne ne pourra dire qu'il ne savait pas. Au prochain accident, à la prochaine intoxication grave ou pire mortelle, on en connaît déjà les responsables.

Sauvegarde du Trégor

## RACISME D'ÉTAT Les contrôles au faciès devant le Conseil d'État

*Le 22 juillet, plusieurs ONG et associations, parmi lesquelles Amnesty International et Human Rights Watch, annonçaient qu'elles saisissaient le Conseil d'État sur la question des contrôles au faciès en France. Cette saisine fait suite à une première démarche en janvier dernier : une mise en demeure du Premier ministre, restée sans suite.*

« Les caractéristiques physiques des personnes contrôlées, notamment leur origine, leur âge et leur sexe, ont été la cause réelle du contrôle et mettent en évidence une différence de traitement laissant présumer l'existence d'une discrimination. [...] Le contrôle d'identité est jugé discriminatoire et constitue une faute lourde de l'État. » Ainsi s'exprimaient, en juin dernier, les juges de la cour d'appel de Paris, dans une affaire opposant trois lycéens de Seine-Saint-Denis, arbitrairement contrôlés à gare du Nord à Paris au retour d'un voyage scolaire, en mars 2017, et l'État. Un verdict on ne peut plus clair, et une énième pierre à l'édifice de toutes celles et ceux qui se battent, quotidiennement, contre les contrôles au faciès.

### Racisme au quotidien

La pratique de ces contrôles, qui sont parmi les expressions les plus concrètes et les plus quotidiennes du racisme institutionnel en France, est dénoncée depuis de longues années par les habitants des quartiers populaires,



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

les associations antiracistes, et de plus en plus d'ONG d'envergure internationale. C'est le cas d'Amnesty International et de Human Rights Watch, qui font partie des structures qui ont saisi le Conseil d'État le 22 juillet, rappelant que « la police procède à des contrôles d'identité au faciès sur la base de caractéristiques physiques associées à une origine réelle ou supposée » et que « des

études quantitatives montrent que les hommes et les jeunes garçons perçus comme noirs ou arabes sont ciblés de manière disproportionnée lors de contrôles d'identité et de fouilles ».

Contrôles et fouilles discriminatoires : tel est en effet le quotidien pour, notamment, des centaines de milliers de jeunes hommes racisés, avec son lot de violences, physiques et verbales, et parfois des drames.

Les contrôles d'identité sont en effet bien souvent en cause dans les affaires de violences policières, comme dans le cas emblématique d'Adama Traoré, mort étouffé par les gendarmes après s'être soustrait à un énième contrôle d'identité discriminatoire. Le racisme d'État pollue la vie des populations racisées, et notamment des jeunes hommes perçus comme noirs ou arabes, qui peuvent être contrôlés plusieurs fois par jour par les mêmes policiers, soucieux d'affirmer leur supposée autorité.

### « Discrimination systémique »

Comme le rappelle Amnesty International, les contrôles au faciès constituent une « discrimination systémique », entendue comme une pratique généralisée ancrée dans « un ensemble de règles juridiques, de politiques, de pratiques et d'attitudes culturelles prédominantes [...] qui créent des désavantages relatifs pour certains groupes, et des privilèges pour d'autres groupes » (définition du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies). Des discriminations que les ministres de l'Intérieur et les gouvernements successifs ont toujours niées, malgré les évidences, les enquêtes qualitatives et quantitatives ou les rapports internationaux comme celui publié il y a un mois d'un mois par le Haut Commissariat de l'ONU aux droits humains qui épingle la France pour ses contrôles au faciès.

Contre les violences policières et le racisme d'État, la lutte continue !

Correspondante

### LOGEMENT

## Évacuation du squat l'Éclaircie à Gradignan

*Le 21 juillet, l'Éclaircie, un squat installé dans l'ancienne maison de retraite de Gradignan (33), était expulsé par les forces de police. Ce squat accueillait très majoritairement des femmes seules avec leurs enfants, et au moins douze familles étaient encore présentes lors de l'expulsion. Nous publions le communiqué rédigé par nos camarades de Bordeaux en luttés.*

Nous dénonçons l'expulsion du squat « l'Éclaircie », à Gradignan, qui s'est déroulée le mercredi 21 juillet. Annoncée, préparée et justifiée depuis plusieurs semaines à la fois par la préfecture (maître d'œuvre) et la métropole comme la mairie de Bordeaux (ancien et nouveau propriétaires du terrain), cette expulsion de plusieurs familles a finalement eu lieu dans une sorte de banalité dramatique. Pire, la préfecture se satisfait que cela se soit passé dans le calme et ajoute, comme toujours dans ces situations, que les familles et les personnes seront toutes relogées au moins provisoirement. Sauf que même provisoirement ce ne sera pas le cas.

### Lâcheté de la prétendue « gauche »

Le pire est que ces expulsions sont présentées comme normales, comme la seule façon d'agir. En vrai c'est une aberration, un scandale. À notre avis en tout cas.

De la part des pouvoirs publics de « gauche » c'est même lâche, un véritable abandon de personnes en détresse, c'est même dingue de dire qu'il n'y a pas les moyens aujourd'hui de trouver de quoi reloger provisoirement et même durablement. Ou tout simplement de maintenir en place les lieux de vie construits par l'activité de collectifs, d'associations, de militantes et militants solidaires. Car on en est bien là, alors qu'un collectif, des militantEs avaient œuvré depuis des mois pour loger des mères avec enfants, des personnes seules, sans-abri, voilà que l'État se permet d'annihiler ce qu'il aurait dû faire, car c'est bien de sa responsabilité d'assurer le logis pour les personnes en souffrance, qu'elles soient réfugiées ou pas, avec ou sans papiers, en demande d'asile ou pas...



DR

Donc nous sommes tristes, en colère qu'après les squats de la Zone Libre, de la rue Hortense, de la rue Lajaunie... et qu'avant le squat Kabako, des personnes soient à nouveau rejetées à la rue, que l'action militante humanitaire, à laquelle nous apportons toute notre solidarité, soit encore balayée.

Quoi qu'il en soit, la lutte continuera pour que les pouvoirs publics prennent en charge la solidarité élémentaire envers les personnes sans abri, pour le respect des droits pour toutes et tous, pour l'accueil et le logement de toutes celles et ceux qui en ont besoin.

Le 22 juillet 2021

**Récits****19 femmes : les Syriennes racontent, de Samar Yazbek**

Pocket, 400 pages, 7,60 euros.

**D**ix-neuf témoignages de femmes, 19 explosions d'espoir et de désespoir de leur engagement dans le processus révolutionnaire syrien. On a bien sûr entendu et lu beaucoup de récits de ce qui est le plus terrible des « Printemps arabes ». Le choix de Samar Yazbek est de porter une parole exclusivement féminine. Ce livre est le produit d'entretiens avec 55 Syriennes. Parce que ces expériences pouvaient se répéter, elle en a retenu 19.

**« Ces femmes se sont rebellées sur plusieurs fronts »**

À travers la parole directe de chacune, on revit leur révolution. Ces Syriennes vivaient dans les différentes villes du pays et dans les différentes communautés. Elles étaient issues de milieux relativement aisés, la plupart étudiantes ou diplômées et conscientes que ce n'est pas la situation de la majorité des femmes du pays. Agées d'une vingtaine d'années à 70 ans au début de la révolution, seules deux d'entre elles avaient eu un engagement politique (pro-palestinien et marxiste pour l'une et au Parti d'Action communiste pour l'autre), et il est frappant de découvrir comment, alors qu'elles ne se connaissent pas, leurs voix forment une voix de la révolution syrienne. Une voix féminine. L'une d'entre elles le formule : « Ces femmes se sont rebellées sur plusieurs fronts : contre le régime, contre la société, contre la religion et les traditions, contre Daech et les groupes islamistes de l'opposition ». En effet, à travers leurs parcours, c'est tout le vernis « moderne » qui tendait à rendre relativement supportable aux classes moyennes la dictature des Assad père et fils qui vole en éclats. Cette dictature reposait et recouvrait une division d'une myriade de communautés confessionnelles qui partageaient un patriarcat écrasant. En s'engageant dans la révolution, ces femmes ont commencé à saper de fait les fondements de ce patriarcat et elles en ont subi la réaction dévastatrice.

**« Ils ont perdu leur humanité, alors que moi, j'ai gagné la mienne »**

Elles décrivent ainsi comment, après avoir osé occuper l'espace public, elles ont été rejetées hors des manifestations (pour les « préserver » bien sûr). Elles racontent les trésors d'imagination et de ténacité qu'elles ont découverts en elles-mêmes pour construire des réseaux de circulation de l'information, d'éducation, de solidarité pour survivre au quotidien sous les bombes dans les zones « libérées » ou avec la peur des terribles formes de répression dans les zones contrôlées par le pouvoir. Le plus souvent en passant d'une zone à l'autre au gré des soubresauts militaires et des tractations politiques – celles des forces se combattant sur le terrain mais aussi les puissances impérialistes qui jouaient leur propre partition à travers elles. Il est impossible de rendre compte de toute la densité de ces histoires poignantes, de ces vies brisées de femmes qui ont dû fuir. Mais ce qui est particulièrement frappant, c'est qu'à travers le récit du carnage, ce qui émerge de la voix de ces femmes, c'est une fierté exprimée par l'une : « Ils ont perdu leur humanité, alors que moi, j'ai gagné la mienne ». Et c'est bien ce qui entretient l'espoir que le Printemps sera suivi d'autres saisons.

Cathy Billard

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**  
**librairie**  
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com  
contact@la-breche.comHoraires d'ouverture : Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi : 12 h – 20 h**Des lectures pour l'été**

Une sélection de livres que nous avons lus et aimés, et que nous vous recommandons.

**Roman****Le roi n'avait pas ri, de Guillaume Meurice**

Éditions JC Lattès, 300 pages, 20 euros.

**C'**est un roman mais c'est aussi un peu une histoire vraie. Car les personnages ont existé et des situations racontées ont eu lieu. On se retrouve fin 15<sup>e</sup> siècle, début 16<sup>e</sup>. On se repère car ça commence avec Louis XII et ça finit avec François 1<sup>er</sup>. Ces deux rois sont même des personnages importants du roman.

**Un bouffon à la cour**

Mais le principal, c'est Triboulet. Un pauvre garçon, d'une famille très pauvre, il n'est pas aimé, il est rejeté, par ses parents, par la société. Il n'est pas que pauvre, il est difforme, il boite, il est traité comme un monstre, pas méchant du tout mais voilà, moche et méprisé. Un jour il se fait remarquer autrement que par son physique, parce qu'il va sauver un jeune, lui aussi pas très « normal » sauf qu'il est le « bouffon » du roi. Du coup, il intègre la cour du roi Louis XII, et peu à peu il se rapproche pour devenir à son tour bouffon. Il est pris pour un attardé mental, d'ailleurs les « fous » des rois c'était des amuseurs, un peu à leurs dépens, semble-t-il. Et puis comme ils étaient vus comme inoffensifs, sans conscience, ils avaient une liberté de parole, ils pouvaient dire ce qu'ils voulaient et c'est cette liberté qui amusait. Enfin c'est ce qu'on comprend.

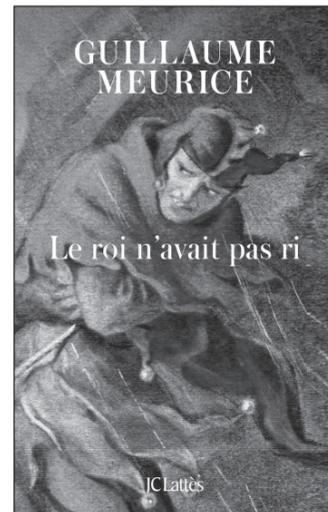
Triboulet amuse par son physique mais pas seulement. Il est vif d'esprit,

finaleme nt très intelligent. Il surprend le roi, il inquiète des proches du roi, il s'attire des animosités de certains courtisans. Car Triboulet se moque de ce monde de riches, qui ne pense qu'à ses intérêts, qui vit dans l'opulence alors que le peuple vit dans la misère, qui fait la guerre pour piller, massacrant des populations dont la vie ne vaut rien.

Cette vivacité d'esprit plaît au roi, d'abord à Louis XII puis à son successeur, François 1<sup>er</sup>. Triboulet devient leur confident, jusqu'à se mêler de la vie politique. Le bouffon, le fou va ainsi tenter de faire entendre raison aux rois, contre la misère des peuples, contre les guerres. Triboulet ne se gêne pas, il mord, il vanne, il se moque, il critique, jusqu'au jour où ça ne passe pas. Quand le roi ne rit plus, c'est la sortie de trop.

**« Questionner l'ambiguïté des rapports entre le rire et le pouvoir »**

Raconter cette histoire de l'intérieur de la tête d'un bouffon, ça permet de dire des choses, de se poser des questions, de lancer des réflexions. Sur le passé mais surtout pour aujourd'hui, sur le pouvoir, sur la critique du pouvoir



et sur les amuseurs, les bouffons de notre époque, notamment celles et ceux qui sévissent sur France Inter. Guillaume Meurice en fait partie et il ne se contente pas de sortir des blagues.

À propos de son roman, il explique : « J'ai voulu questionner l'ambiguïté qu'il y avait dans les rapports entre le rire et le pouvoir. Comment ce dernier s'en méfie comme de la peste et donc cherche sans arrêt à le canaliser, le

cadrer. La figure du bouffon en est un bon exemple. En tant qu'humoriste aujourd'hui, je me pose ce genre de questions. Est-ce que ma présence et ma fonction ne servent pas finalement à consolider la structure de domination que pourtant je critique de toutes mes forces ? »

Il n'est sans doute pas simple de parler de problèmes du moment en partant d'histoires anciennes. De toute façon, même romancé, c'est plaisant de plonger dans d'autres périodes historiques, ça aide à se poser des questions et donc à réfléchir, ça donne envie aussi d'en savoir plus sur ce rôle de « bouffon ». Guillaume explique aussi : « Pour construire le récit, j'ai pas mal lu de livres sur l'époque, échangé avec des historiens qui m'ont appris qu'il restait peu d'archives sur Triboulet et que donc je pouvais laisser libre cours à mon imagination dans les scènes et les dialogues. Et j'avoue que je me suis bien marré à écrire. Et j'espère que les gens s'amuseront autant en lisant. »

Oui c'est vrai, certes tout est loin d'être léger dans le roman, mais on s'amuse et aussi on apprend, on réfléchit.

Philippe Poutou

**Essai****La Chauve-souris et le capital, d'Andreas Malm**

Éditions La Fabrique, 248 pages, 15 euros.

**L'**auteur de *l'Anthropocène contre l'histoire* (la Fabrique, 2017) et de *Comment saboter un pipeline* (la Fabrique, 2020) récidive, et c'est une bonne nouvelle. Dans *La Chauve-souris et le capital*, Andreas Malm, géographe marxiste suédois, actualise sa démarche et ses analyses écologistes au moyen d'une « enquête » sur le Covid. Un réquisitoire contre les conséquences des destructions environnementales consubstantielles au capitalisme, doublé d'une réflexion et de propositions stratégiques, dans la lignée des précédents ouvrages de l'auteur.

**« Ce monde pourrait être laissé tranquille »**

Déforestation, commerce des animaux sauvages, circulation accélérée des personnes et des marchandises : pour Andreas Malm, l'émergence et la diffusion de l'épidémie de Covid-19 porte le sceau du capitalisme mondialisé. L'auteur relate ainsi les effets de la déforestation, qui provoque de brutaux déplacements d'espèces animales, et multiplie les lieux de « rencontres » improbables entre espèces, qui sont autant de foyers propices à la constitution et à la diffusion de nouveaux virus. Des virus qui atteignent de plus en plus, et de plus en plus rapidement, les êtres humains, du fait de leur présence accrue dans des zones où ils sont au contact d'espèces « sauvages », mais aussi du commerce lucratif des animaux dits « de brousse ».

Au total, et ce contrairement à ce que voulaient nous faire croire les adeptes de la « fin de l'histoire » et du progrès continu que représenterait le capitalisme, on assiste à un regain des épidémies. « Il est pour ainsi dire logique que de nouvelles maladies étranges surgissent du monde sauvage : c'est précisément au-delà du territoire des humains que résident des pathogènes inconnus. Mais ce monde pourrait être laissé tranquille. Si l'économie actionnée par les humains ne passait pas son temps à l'assaillir, à l'envahir, à l'entailler, à la couper en morceaux, à le détruire avec un zèle frisant la fureur exterminatrice, ces choses n'auraient pas lieu. Bien à l'abri parmi leurs hôtes naturels, les agents pathogènes n'auraient pas à bondir vers nous. » Le Covid-19 a fait le saut.

**« On nous a toujours dit que nous étions irréalistes »**

Andreas Malm interroge également les stratégies mises en œuvre par les gouvernements pour tenter de freiner la diffusion de l'épidémie de Covid. Implacable constat là encore : le branle-bas de combat international s'explique par le fait que ce sont les pays capitalistes les plus riches qui ont été rapidement l'épicentre de la pandémie. Les mesures draconiennes mises en place (couvre-feu, confinement, etc.), imposées par l'état de délabrement des services de santé, sont analysées comme autant de décisions visant à éviter de véritables scandales sanitaires (hôpitaux débordant de malades ne pouvant

être accueillis, centaines de milliers de morts), mais aussi comme autant de démonstrations de l'égoïsme des pays riches, capables de prendre des mesures radicales uniquement quand « leurs » populations sont concernées. Dans un stimulant parallèle avec la lutte contre le changement climatique, Malm montre ainsi que les mesures prises au printemps, jusqu'à la quasi-interruption de toute vie économique, constituent un précédent à prendre au sérieux. Depuis des années, on explique à celles et ceux qui luttent contre le changement climatique que leurs revendications manquent de toute forme de « pragmatisme » et qu'elles représenteraient des pertes économiques telles que le monde ne s'en relèverait jamais. Et pourtant : « Personne n'a jamais proposé de mettre le capitalisme sur « pause » du jour au lendemain pour sauver le climat. Personne n'a suggéré de réduire les émissions [de gaz à effet de serre] d'un quart en trente jours – la revendication d'une baisse de 5 ou 10 pour cent par an paraissait d'un extrémisme inacceptable. Personne n'a soutenu que l'humanité devait être mise sous couvre-feu. [...] Et pourtant, on nous a toujours dit que nous étions irréalistes, idéalistes, rêveurs ou alarmistes. »

**« Léninisme écologique »**

Dans la dernière partie de l'ouvrage, Andreas Malm revient sur l'attitude des révolutionnaires russes, et notamment de Lénine, face à la « catastrophe imminente » liée aux conséquences

Andreas Malm

**La chauve-souris****et le capital**

Stratégie pour l'urgence chronique

La fabrique éditions

de la Première Guerre mondiale : « La guerre a engendré une crise si étendue, bandé à tel point les forces matérielles et morales du peuple, porté des coups si rudes à toute l'organisation sociale actuelle, que l'humanité se trouve placée devant cette alternative : ou bien périr, ou bien confier son sort à la classe la plus révolutionnaire, afin de passer aussi rapidement et radicalement que possible à un mode supérieur de production ». Pour l'auteur, les militantEs écologistes anticapitalistes devraient aujourd'hui actualiser une telle démarche, en expérimentant un « léninisme écologique » vu comme une « boussole de principes », qui assume une radicalité et une posture d'urgence liées à l'imminence de la catastrophe finale, défende le caractère éminemment conflictuel des revendications écologiques et l'impossibilité de parvenir à des compromis avec les capitalistes, en se situant dans une démarche de classe... et de mobilisation.

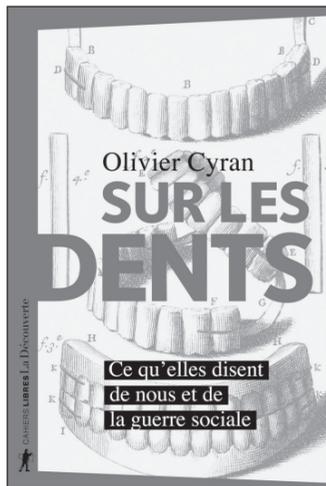
Julien Salingue

Essai

Sur les dents, d'Olivier Cyran

La Découverte, mars 2021, 296 pages, 20 euros.

Cette enquête d'Olivier Cyran est fondée sur la collecte « d'histoires de dents à raconter », qui sont des points d'entrée dans le système de soin hexagonal et ses conflits quotidiens contraignant le quidam à « l'abandon total de sa souveraineté bucco-dentaire à un type qui vote certainement à droite ». Sans négliger des approfondissements sur le temps long à partir d'anthropologues anarchistes ou des « risettes éperdues de la Nouvelle Héloïse », le journaliste replace d'abondantes prises de parole dans les frissons d'une efficace ironie hostile aux puissants. L'analyse de mécanismes abimant les corps contextualise les cruautés de soins à la truelle destinés aux pauvres.



pas se limiter à effectuer les soins remboursés dans un « pas de compromis sur la qualité » consistant à ne soigner que ceux qui payent le maximum. La roublardise c'est de ne pas accueillir de consultations le samedi ou le mercredi après-midi pour échapper aux enfants dont les soins rapportent peu, ou à ne pas s'équiper pour éviter les travailleurs handicapés.

D'après les derniers chiffres, les « chirurgiens-dentistes généralistes » empochaient en moyenne 90 000 euros par an et les orthodontistes 175 000 euros. Une juste rémunération ? Amplement cité par Olivier Cyran car guidé par sa déontologie, un médecin indique que selon lui « 50% des dentistes devraient être interdits d'exercer ». Conscientieux, de gauche et proche du burn-out, ses analyses affirment l'impossibilité de soigner correctement. Selon lui, en dehors de l'appât du gain, le coût de fonctionnement d'un cabinet dentaire exigerait que le dentiste en libéral facture 300 euros de l'heure, et à ce tarif un acte essentiel comme le détartrage devrait pour être rentable durer moins de 10 minutes.

Les bouches, les biographies et le blé

Les « soins » dentaires et leurs violences sur les bouches sont sources d'angoisse chez des millions de personnes notamment dans les milieux ouvriers. Au-delà de tentations de préserver son intimité buccale, ces

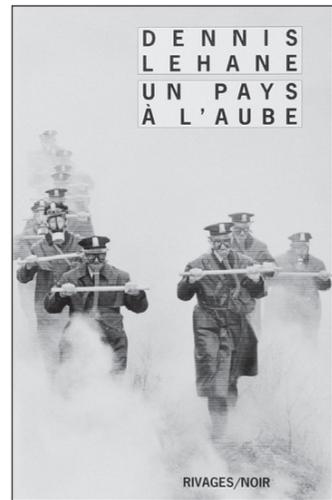
craintes découlent des souffrances directes et des humiliations socialement situées liées aux opérations dentaires qui pèsent sur les vies et les récits. Leur écriture constitue le principal intérêt de l'ouvrage car derrière les souffrances d'un jour d'un passage chez le dentiste soumis à des critères de rentabilité, les conséquences peuvent être irréversibles. L'ouvrage se termine sur les États-Unis, un pays où 10% de la population est édentée et où 114 millions de personnes n'ont aucune prise en charge de leurs soins dentaires. Un modèle différent du pays de la Sécu ? Fin 2018, le Défenseur des droits protestait contre l'affichage explicite sur Doctolib du refus de dentistes de prendre rendez-vous avec les « mauvais payeurs », ceux qui n'ont pas la bonne couverture. Un « panier CMU » ne rembourse même pas entièrement des actes courants et des soins dentaires élémentaires à celles et ceux qui en ont, très certainement, le plus besoin. Faisant l'apologie de la marchandisation de la santé, la loi Bachelot de 2009 a supprimé les règles encadrant la « dentisterie rapide ». Si les pauvres sont trop pauvres pour consommer des soins de qualité, ils constituent quand même des clients. Écartés des cabinets dentaires libéraux, ils se tournent vers des centres de soins aux méthodes encore plus douteuses. L'ouvrage revient longuement sur « l'affaire Dentexia », une chaîne de centres de soins véreuse ayant laissé 3000 personnes amochées car les dentistes y travaillaient « comme des automates en surchauffe dans une usine de charcuterie hard discount ». Chris Miclos

Friandises et entrepreneurs de la dentisterie

Zone de droit du plus fort, le secteur de la dentisterie est un champ de bataille entre patientes et médecins, entre clientes et vendeurs. Au-delà de risques liés à des modes de vie déterminés par l'exploitation qui pèsent sur les hygiènes, les alimentations et les violences subies, les témoignages de l'ouvrage montrent comment les calculs à court terme en fonction d'impératifs économiques conditionnent les soins bucco-dentaires. Le tout est à l'opposé d'une gestion rationnelle des pathologies aux échelles individuelle et collective, nuit à la prévention et à la préservation des corps.

Pour de nombreux et nombreuses salariéEs, déshérités ou non, bénéficiant de traitements adaptés à la conservation de dents en bon état est un parcours coûteux où il faut s'orienter malgré le manque d'informations. Tandis que les laboratoires et les prothésistes surfacturent leurs produits, le dentiste en libéral a également intérêt à palper pour faire tourner des cabinets dentaires mettant « en concurrence des actes peu rentables avec les actes qui dégagent une grosse marge ». Les dentistes cherchent à enchaîner les patientes pour amasser les chèques tout en triant les clients, les mutuelles, et les traitements. Les patientes trop pauvres s'évitent sous divers prétextes. Le sérieux amène à ne

Roman



Un pays à l'aube, de Dennis Lehane

Rivages, septembre 2010, 864 pages, 10,65 euros.

Leone ou Scorsese pour se confronter à ce roman-fleuve. Du mouvement ouvrier révolutionnaire naissant aux débuts du sinistre Edgar Hoover (FBI) en passant par l'émergence de la conscience noire et... le base-ball : tel est le voyage dans lequel nous entraîne Un pays à l'aube.

À la fin de la Première Guerre mondiale, les États-Unis et la ville de Boston sont à un tournant. L'épidémie de grippe frappe. Elle touche surtout violemment les soldats de retour et les quartiers populaires surpeuplés, mais n'épargne pas totalement les plus riches. Un Covid-19 multiplié par 10 en quelque sorte. De retour d'Europe, les soldats entendent retrouver leurs emplois souvent occupés par des Noirs en leur absence. L'économie est ébranlée, le pays est endetté et l'inflation fait des ravages. La vie devient de plus en plus difficile pour les classes pauvres, en particulier dans les villes. Les luttes syndicales se développent ainsi que les groupes anarchistes et bolcheviques, et les premiers mouvements de défense de la cause noire. La bourgeoisie ancienne ou nouvelle (irlandaise principalement) a peur.

Le roman s'ouvre par une rencontre, symbolique de l'ère nouvelle mais accidentelle, suite à un accident ferroviaire, entre une équipe professionnelle blanche de base-ball et des amateurs noirs. La vedette Babe Ruth (issu d'un orphelinat) est directement confronté aux talents de jeunes noirs dont un autre protagoniste du roman, Luther Laurence.

Nous sommes en 1918, peut-être pas dans le sud profond mais les blancs ne peuvent pas perdre contre des noirs. Luther en restera écœuré mais Babe Ruth, complice de la tricherie, en restera lui aussi profondément perturbé.

Vive la grève générale de la police !

Pendant ce temps, Danny Coughlin, jeune agent de police de Boston issu d'une famille de chefs policiers, rescapé d'un attentat à la bombe – et de la grippe – est chargé d'infiltrer les milieux « bolcheviks » alors qu'il est lui-même gagné par la fièvre égalitariste et révolutionnaire qui touche la ville et le pays. La géographie des trois torrents de lave est posée, ils ont des origines et de nombreuses ramifications (famille, amour, mafia, partis et syndicats) tandis que la grande bourgeoisie commence vraiment à s'organiser pour lutter contre le complot judéo-bolchevique<sup>3</sup>, en fait la lutte pour la justice et l'égalité. Elle fonde la police fédérale centrale avec un jeune prometteur à sa tête, Edgar Hoover. Ce dernier va jouer, avec un certain succès, la politique de la terre brûlée. Le roman nous donne l'occasion de nous plonger dans les quartiers immigrés peuplés d'italiens ou de russes « Lett » et de militants influencés par les anarchistes ou par les dirigeants de la révolution russe. Lénine et Trotski, mais aussi Emma Goldman, sont plus ou moins « idolâtres » tandis que les militants US Jack (John) Reed ou Louis Fraina sont bien présents.

L'AFL (American Federation of Labor) se renforce mais commence déjà à trahir. Etc.

La famille aisée et d'origine immigrée de Coughlin explose dans les contradictions sociales, religieuses et amoureuses. Luther se trouve constamment entre chute et rédemption grâce à l'émergence de la conscience noire. Babe Ruth, le joueur de base-ball, est lui aussi aspiré par les mouvements de société entre un capitalisme sauvage qui ravage l'environnement de la ville et la lutte des ouvriers.

Un roman initialement prévu pour être noir ou policier se doit d'avoir un fil conducteur. L'inéluctable grève de la police joue ce rôle tel le volcan dont l'éruption est annoncée. Mais le rythme avant l'explosion finale ne faiblira pas un seul moment, quels que soient les sujets ou les contextes abordés. Quand on referme le livre, on pense inévitablement au Steinbeck des Raisins de la colère ou au Vassili Grossman de Vie et destin.

C'est peu dire qu'il faut lire ce livre avant que Hollywood ne lui trouve un réalisateur. Vous pardonnerez à l'auteur de nous traiter (enfin les bolcheviques américains) de bavards incorrigibles mais Trotski l'avait fait avant lui dans Ma vie!

Sylvain Chardon

1 – Mystic River a été adapté par Clint Eastwood et Shutter Island par Martin Scorsese. Deux chefs-d'œuvre cinématographiques à redécouvrir avant que notre volcan post-confinement/pandémie n'explode.

2 – Paru en 2009 aux USA sous le titre The Given Day.

3 – Sic. Et l'islamo-gauchisme n'existait pas encore, quoique...

Dennis Lehane, interviewé en 2015, expliquait : « Quand j'ai commencé à rédiger Un pays à l'aube, je voulais me pencher sur cette période [1918-1920], et notamment sur les premiers mouvements syndicaux à Boston. Après cela, le livre m'a échappé... » Et c'est le moins que l'on puisse dire.

Roman-fleuve et volcanique

Lorsqu'un volcan explose, des torrents de lave s'échappent dans tous les sens ou non, fusionnent entre eux ou non, écrasent tout sur leur passage et donnent naissance à un monde nouveau, social ou non. Tel est le sujet de ce roman. Dennis Lehane est un auteur connu, deux de ses romans (Mystic River et Shutter Island) ont été adaptés avec succès au cinéma<sup>1</sup>. Les studios Warner ont acquis depuis longtemps les droits pour ce Pays à l'aube<sup>2</sup> mais, à notre connaissance, n'ont pas encore vraiment trouvé un réalisateur de la trempe de Sergio

Mémoires

Avocate irrespectueuse, de Gisèle Halimi

Plon (poche), 280 pages, 9 euros.

Cette réédition d'une partie des mémoires de l'avocate récemment décédée, totalement engagée dans les combats progressistes frappés paradoxalement par les pas en avant arrachés par ces combats, mais aussi par leur douloureuse actualité et l'enjeu de les poursuivre. Ce petit livre est aussi une pique de rappel : les combats collectifs se construisent à travers des choix individuels et la capacité de chacunE de trouver la place où elle, il peut être utile.

« Avocate » et pas avocat

Devenir avocate en 1949, c'était d'abord prêter un serment qui ferait rêver Darmanin et les rédacteurs de toutes les lois sécuritaires et autoritaires : « Je jure de ne rien dire ou publier, comme défenseur ou conseil, de contraire aux lois, aux règlements, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'État et de la paix publique, et de ne jamais m'écarter du respect dû au Tribunaux et aux autorités publiques » (décret du 20 juin 1920). On peut dire que Gisèle Halimi s'est évertuée à contrevenir à chacun de ces termes, et à l'assumer jusqu'à proposer la loi qui a modifié ce serment en 1982 : « Je jure, comme avocat, d'exercer la défense et le conseil avec dignité, conscience, indépendance et humanité ». C'était le résultat d'un combat déclenché par la conscience aigüe et de plus en plus confortée par sa pratique qu'être reconnue comme avocate n'était possible qu'en refusant d'être un avocat soumis aux règles d'une justice de classe.

Avocate anticolonialiste

Elle revient sur sa confrontation immédiate avec l'État colonialiste et la société coloniale : une de ses premières affaires en tant que stagiaire commise d'office devant le tribunal militaire de Tunis s'est soldée par un échec cinglant : six mois de prison pour un légionnaire qui avait volé... trois kilos de patates données à une famille tunisienne ! De quoi ébranler une vocation, ou la renforcer.

Les années qui ont suivi ont évidemment été celles de l'engagement dans la défense des militants et des militantes du FLN. Trouver des espaces pour tenter de sauver les têtes des militants face à un État dans lequel les députés ont par le vote des pouvoirs spéciaux en juin 1956 « organisé la démission de l'autorité civile en faveur des militaires », donc suspendu toute règle de droit pour la population algérienne livrée aux violences de l'armée française et à l'usage systématique de la torture. Avec ce que cela signifie comme dérive. Elle raconte ainsi une rencontre avec R. Lacoste, ministre résident socialiste auquel elle amenait un dossier prouvant la torture de militants : « Ce sont des serpents, asséna-t-il tout rouge, des serpents tous ces terroristes, je les écraserai comme des serpents... » Le combat aussi contre la situation particulièrement faite aux militantes du FLN, systématiquement violées, en accompagnant ces femmes dans le cheminement qui paraissait tellement insurmontable de la dénonciation du viol et de ses enjeux spécifiques. Elle relate également son expérience moins connue d'avocate de militantEs d'extrême gauche coopérantEs au Congo en 1973. Pas facile la défense des maoïstes confrontés au jeune appareil d'État « socialiste » du Congo...

Avocate féministe

En rappelant les pesanteurs et les contraintes de l'Ordre des avocats, rempart des bonnes mœurs d'une société patriarcale, elle laisse entrevoir ce que représentait l'engagement dans le procès de Bobigny pour la défense du droit à l'avortement ou dans celui d'Aix-en-Provence pour la reconnaissance du viol comme crime : l'enfreinte de la sacro-sainte règle de ne « jamais s'identifier à celui que vous défendez, ne jamais supprimer le recul nécessaire entre la "cause" et vous ». Elle avait en effet déclaré à Bobigny : « Je ressens avec plénitude un parfait accord entre mon métier qui est de plaider, qui est de défendre, et ma condition de femme ». Et surtout elle se livre pour la première fois sur une de ses premières affaires de défense d'une femme, Maria, victime de violences conjugales qu'elle avait occultées, véritable concentré tragique de la non-reconnaissance de cette violence meurtrière du patriarcat.

En fermant ce livre, on se dit que la proposition de Benjamin Stora d'une panthéonisation de Gisèle Halimi n'est vraiment pas gagnée. Et s'il y avait, ce serait une véritable escroquerie intellectuelle aux antipodes de l'engagement d'une vie.

CB



**A**u vu de la situation sanitaire, les conditions de la tenue de cette nouvelle université d'été sont pleines d'inconnues. Entre nouveau rebond de la pandémie et mesures autoritaires gouvernementales, nous avons quand même décidé d'organiser cette 13<sup>e</sup> édition. Un moment plus que jamais utile à l'heure où la crise économique, sociale, écologique, sanitaire et démocratique impose de se retrouver pour échanger, tirer des bilans, tracer des perspectives, en vue notamment d'une campagne présidentielle où nous serons présents avec notre candidat Philippe Poutou. Point de prétention à l'exhaustivité dans les lignes qui suivent, pour cela nous vous renvoyons à la brochure présentant l'intégralité de notre programme<sup>1</sup>.

### Trois cycles pour comprendre... et lutter!

Le premier des trois cycles d'ateliers concernera la pandémie de Covid-19, qui continue de sévir aux quatre coins du globe et de jouer un rôle de révélateur des impasses mortelles du système capitaliste et de la gestion bourgeoise de la crise sanitaire. En trois séances avec invitéEs, nous reviendrons sur la situation dans les hôpitaux, la question des données et de leur traitement dans une société de plus en plus de contrôle, et enfin sur la nécessité de lever les brevets sur les vaccins anti-Covid. Un deuxième cycle de quatre séances sera consacré aux transformations et mutations à l'œuvre dans le monde du travail (entreprises et services publics), entre autres – mais pas seulement – sous l'effet de la pandémie: réorganisations, développement du télétravail, restructurations, licenciements, etc. Un accent particulier sera mis sur les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique, particulièrement frappés par la crise en cours. En quatre séances, le troisième cycle traitera de l'extrême droite et de la menace concrète qu'elle représente aujourd'hui en France, tant d'un point de vue politique que sur le plan de nos activités militantes. Une situation qu'il s'agira de penser en lien avec le développement des extrêmes droites à l'échelle internationale, de leurs expériences au pouvoir, et de l'influence qu'elles exercent sur les programmes et les politiques concrètes des droites «classiques».

### Devine qui vient causer?

Comme chaque année, l'université d'été reçoit... Seront donc à nos côtés les journalistes Morgan Large

Dernier numéro de L'Anticapitaliste avant la trêve estivale, et donc dernière occasion de vous parler de l'université d'été du NPA, qui se déroulera du dimanche 22 au mercredi 25 août (accueil à partir du samedi 21, départ le jeudi 26 au matin) à Port-Leucate.

et Inès Léraud, avec lesquelles nous reviendrons sur les ravages de l'agriculture industrielle, Yasmina Kettal, infirmière et membre du Collectif inter-urgence sur la situation préoccupante des hôpitaux et du système de santé, Gilbert Achcar, qui nous parlera – entre autres – de la situation de la région Moyen-Orient-Afrique du Nord dix ans après les soulèvements, Benoît Piedallu de la Quadrature du net, Claude Serfati, économiste spécialisé dans les questions de l'industrie de l'armement, Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac, Jérôme Martin, cofondateur de l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament, l'historienne Ludvine Bantigny, le militant anticariste Omar Slaouti, l'écrivain réalisateur David Dufresne, Sarah Massoud du Syndicat de la magistrature, Egoitz Urrutikoetxea qui nous parlera du changement de stratégie au Pays basque, les historiens Jean-Paul Salles et Arnaud Dolidier, ou encore les écrivainEs Fatima Daas et Didier Castino, dont on ne manquera pas de retrouver les livres à la librairie La Brèche présente durant toute l'université d'été. Comme l'année dernière, nos ateliers internationaux se dérouleront dans des conditions particulières, crise sanitaire oblige, avec quelques invitéEs et intervenantEs en visio du Chili, de Tunisie, du Maroc ou d'Algérie, mais ils auront bien lieu! On retrouvera aussi au fil de notre programme nos camarades et amiEs Franck Gaudichaud, Frank Prouhet, Michael Löwy, Pierre Rousset, Hubert Krivine, et l'ensemble des militantEs qui animent la direction et les commissions thématiques et d'interventions. Nos porte-parole Olivier Besancenot et Christine Poupin seront aussi de la partie, ainsi que bien entendu Philippe Poutou qui tiendra le meeting de lancement de la campagne présidentielle dimanche soir.

### Ce n'est qu'un début, continuons le débat!

Deux tables rondes centrales auront également lieu. Celle de dimanche à 17h réunira des représentantEs de la gauche sociale et politique (syndicats, associations, partis) autour de la rentrée sociale: «Crise sanitaire, assurance chômage, retraites... Ne pas attendre 2022 pour faire reculer Macron!» La seconde, qui aura lieu mardi à 17h, sera un échange avec des représentantEs de Lutte ouvrière:

«Quels enjeux à la prochaine élection présidentielle pour les anticapitalistes et les révolutionnaires?» Le comité exécutif du NPA propose aussi d'autres débats en lien avec l'actualité sociale et politique récente, ainsi que les discussions qui traversent le NPA:

- «Le NPA et la présidentielle: quelle campagne, quel programme, quel projet?»
- «Le front unique... dans la rue et dans les urnes?»
- «Genre, race, classe: comment articuler lutte de classe et lutte contre les oppressions spécifiques?»
- «Quelle organisation pour les anticapitalistes et les révolutionnaires?» (avec la participation de forces ou regroupements politiques invités). Sans parler bien entendu de l'ensemble des 56 ateliers en journée et des travaux pratiques de 17h, où la parole, libre mais toujours respectueuse, ne manquera pas de circuler.

### AmiEs du soir...

Durant ces quatre jours, nous pourrions aussi voir d'excellents documentaires et même un film de fiction en avant-première. Côté documentaires: Fedayin, le combat de Georges Abdallah, film documentaire du collectif Vacarme(s) consacré à l'infatigable communiste arabe et combattant pour la Palestine, devenu l'un des plus anciens prisonniers politiques d'Europe; Kombinat, film documentaire de Gabriel Tejedor projeté en avant-première en présence du réalisateur, sur l'une des plus grandes usines d'acier et de fer

de Russie et sur la vie de celles et ceux qui la font tourner; Victoire!, un documentaire de Francine Lemaître sur la grève des postierEs des Hauts-de-Seine en 2018-2019. Enfin, le film de fiction Any Day Now de Hami Ramezan sera présenté en avant-première, consacré au parcours d'un garçon de 13 ans et de sa famille migrante face au refus d'asile. Une soirée «Salut Gérard!», avec l'historien Jean-Paul Salles, rendra hommage à Gérard Chaouat, immunologiste renommé, militant de IV<sup>e</sup> Internationale (ex-militant du NPA et de la LCR, membre d'Ensemble!), disparu en avril dernier. Deux soirées culturelles (mais non dépourvues de politique bien entendu) auront aussi lieu: l'une «Du romantisme au surréalisme, et du surréalisme à la subversion...» avec Michael Löwy, et l'autre «Le canal du Midi, un grand projet révélateur des rapports sociaux sous Louis XIV» avec Philippe Vion. Pour tout cela et bien plus encore, n'oubliez pas de vous inscrire! Et rendez-vous dans une grosse vingtaine de jours!

### Commission université d'été du NPA

1 – [https://nouveupartianticapitaliste.org/sites/default/files/udt-2021-brochure-programme\\_0.pdf](https://nouveupartianticapitaliste.org/sites/default/files/udt-2021-brochure-programme_0.pdf)

Au vu de la situation sanitaire et de la limitation de nos capacités d'accueil, merci de vous inscrire le plus rapidement possible

**DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS: DIMANCHE 15 AOÛT 2021**

INSCRIPTION EN LIGNE: [NOUVEUPARTIANTICAPITALISTE.ORG/UE2021](https://nouveupartianticapitaliste.org/UE2021)

## L'image de la semaine



### TARIFS PAR PERSONNE

Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800 €	124 €
entre 800 € et 1000 €	144 €
entre 1000 € et 1220 €	168 €
entre 1220 € et 1320 €	200 €
entre 1320 € et 1420 €	224 €
entre 1420 € et 1720 €	264 €
entre 1720 € et 2020 €	300 €
entre 2020 € et 2520 €	320 €
entre 2520 € et 3000 €	356 €
entre 3000 € et 3500 €	396 €
entre 3500 € et 4000 €	448 €
supérieur à 4000 €	504 €
Enfants	Tarifs
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112 €
plus de 11 ans	124 €

Ces tarifs comprennent la pension complète durant l'ensemble du séjour, c'est-à-dire le logement et les repas à partir du dîner du samedi 21 août jusqu'au petit-déjeuner du jeudi 26 août inclus.

### MODALITÉS DE PAIEMENT

Le paiement des arrhes (la moitié de la somme due) est obligatoire pour valider l'inscription.

- Carte bancaire (à l'adresse: [nouveupartianticapitaliste.org/UE2021](https://nouveupartianticapitaliste.org/UE2021))
- Chèques (à l'ordre de «NPA Souscription»)
- Chèques-vacances (à l'ordre de «Rives des Corbières»)
- Bons CAF et aides diverses (nous consulter avant l'inscription)

### FORMULAIRE D'INSCRIPTION

**NOM:**  
**PRÉNOM:**  
**ÂGE:**

(Attention: les mineurEs venant seuls doivent fournir dès l'inscription une autorisation parentale)

**SEXE:**  
**ADRESSE:**  
**CODE POSTAL:**  
**VILLE:**  
**EMAIL:** (écrire lisiblement)

**NOMBRE D'ADULTES INSCRITS:**

**NOMBRE D'ENFANTS INSCRITS:**

**DATE(S) DE NAISSANCE DES ENFANTS INSCRITS:**

Souhaitez-vous que vos enfants soient gardés en journée?

**OUI**  **NON**

**SOMME TOTALE DUE:**  
**MONTANT DE L'ACOMPTÉ**

(la moitié de la somme due):

Avec qui l'hébergement est-il souhaité? (Attention, précisez impérativement si la distanciation physique est nécessaire dans le logement):

Autres indications (mixité possible ou non, couche-tôt, problèmes particuliers...):

Pour les personnes handicapées, précisez si des aménagements particuliers sont nécessaires pour l'hébergement (chambre aménagée, accompagnement, etc.).

Merci de renseigner toutes les demandes pour vous accueillir au mieux, en particulier en ce qui concerne le logement au vu des conditions d'accueil exceptionnelles liées à la crise sanitaire. La confirmation d'inscription est envoyée uniquement par mail.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai: **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**FRANCE ET DOM-TOM**

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**Tarif standard**  
Hebdo  17,5 € par trimestre  12,5 € par trimestre  30 € par trimestre

**Tarif jeunes/chômeurs/précaires**  
Hebdo  12,5 € par trimestre  10 € par trimestre  22,5 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom: ..... Prénom: .....  
Adresse: .....  
Code postal: ..... Ville: .....  
Mail: .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN: .....  
BIC: .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS: FR4322554755

Date: ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)